

Dis-moi,

Pourquoi

tu bosses?

50 PORTRAITS
de salariés
de l'économie sociale
et solidaire

Un métier qui a du sens



De plus en plus d'étudiants ou de jeunes actifs en rêvent, plaçant leurs valeurs avant même le salaire.

Dans le social, le sport et les loisirs, la santé, mais aussi les banques et assurances, la culture ou encore l'enseignement, l'Economie sociale et solidaire (ESS) offre de nombreuses opportunités professionnelles pour trouver un emploi dans une structure d'utilité sociale.

L'Avisé, dans le cadre de son webzine Say Yess (www.say-yess.com), publie depuis 2013 des portraits de salariés de l'ESS dans la chronique « Dis-moi pourquoi tu bosses ». L'occasion de laisser la parole à ces jeunes – âgés de 18 à 35 ans – exerçant un métier en adéquation avec leurs valeurs.

Source d'inspiration dans un processus d'orientation professionnelle ou de reconversion, nous avons décidé aujourd'hui de rassembler une cinquantaine de ces témoignages, recueillis par des journalistes professionnels, dans ce livret. Preuve que quel que soit son niveau d'études ou son secteur d'activité, il est possible de « donner du sens » à son travail.

La rédaction de Say Yess



Say Yess, c'est le magazine de la génération des transitions solidaires, environnementales et citoyennes. Depuis 2013, il partage des idées et des conseils inspirants pour agir au quotidien.

www.say-yess.com

SOMMAIRE

ANIMATION, CULTURE & ENSEIGNEMENT 6

Animateur

Un rôle-clé auprès des enfants 7

Animatrice en développement durable

« J'éduque les enfants à l'environnement » 8

Bibliothécaire dans un centre social

« Semer des petites graines » 9

Projectionniste

« On propose du cinéma, pas une sortie avec popcorn! » 10

Responsable pédagogique et culturelle

Faire rayonner notre culture 11

Prof dans un lycée pro

« Donner sa chance au plus grand nombre » 12

Prof dans une école Steiner Waldorf

« Artiste, sans manuel avec une méthode! » 13

AUDIT, CONSEIL, GESTION & DROIT 14

Auditeur

Comprendre de manière concrète un système complexe 15

Expert-comptable

« Quel que soit son métier, on peut porter des valeurs » 16

Juriste pour une asso

Au service de la société 17

BTP, CONSTRUCTION & ARTISANAT 18

Charpentier en éco-construction

« Utiliser des ressources renouvelables » 19

Valoriste

Le roi du réemploi, un métier d'avenir ! 20

COMMERCE & RELATION CLIENTS 21

Commercial

« On se lève en se disant qu'on fait la révolution énergétique » 22

Téléconseillère

« Un métier d'écoute et de conseil » 23

Vendeuse dans un magasin bio

Au cœur d'une communauté 24

GESTION & ADMINISTRATION 25

Accompagnatrice

de coopératives d'habitants

« Une démarche d'éducation populaire » 26

Coordinateur de colonies de vacances

Défendre l'accessibilité au sport et à la culture 27

Chargée de développement commercial

« Aider les entreprises à développer une consommation responsable » 28

Chargé de mission service civique

Un poste aux frontières nouvelles 29

Responsable d'épicerie solidaire

Un métier d'accueil, au-delà de l'aide alimentaire 30

Directeur d'EHPAD

Un quotidien d'équilibriste au service de la bientraitance 31

Responsable administrative et financière

« Ne pas m'investir dans une entreprise qui abîme l'homme ou la nature » 32

HOTELLERIE & RESTAURATION 33

Commis de cuisine

« S'épanouir dans le contact humain » 34

Cuisinier pour un traiteur éthique

Le goût de l'engagement ! 35

MÉDIAS, COMMUNICATION & PARTENARIATS 36

Animateur en radio associative

Un métier aux multiples facettes 37

Webmaster

Informier pour mieux mobiliser 38

NATURE, ENVIRONNEMENT & ANIMAUX 39

Aide animalière en refuge

Un métier passion, une vocation pour les animaux 40

Animatrice maraîchage

Accompagner un groupement d'agriculteurs bio 41

Garde de réserve naturelle

« Mon masque de plongée et je suis le plus heureux ! » 42

RECHERCHE 43

Responsable recherche & développement dans le commerce équitable
« L'humain dans l'économie » 44

Chargé d'études biodiversité
« Se sentir utile dans la défense de l'environnement » 45

SANTÉ 46

Médecin en centre mutualiste
« L'accès aux soins pour tous ! » 47

Sage-femme au planning familial
Prescrire de l'écoute 48

Alzami
Un nouveau métier aux côtés des malades d'alzheimer 49

Ergothérapeute
Un métier pour faciliter le quotidien des personnes handicapées 50

Psy dans une asso
Accompagner
« Les personnes en souffrance » 51

SOCIAL 52

Écrivain public
« Un acteur essentiel de médiation de l'écrit » 53

Aide à domicile
Une assistance au plus près du quotidien 54

Auxiliaire de puériculture
en crèche asso et écolo
Sensibiliser dès le berceau 55

Éducatrice spécialisée
« Un métier génial, loin des clichés véhiculés » 56

Chargée d'insertion
Un job de caméléon 57

Animatrice sociale
« On ne choisit pas le social par hasard » 58

Médiatrice familiale
Un métier pour dénouer les conflits 59

SPORT 60

Chargée de prévention
Être actif contre la dépendance 61

Éducateur sportif
Se dépenser pour transmettre 62

Maître-nageur
Entre apprentissage et animation 63

TRANSPORT, LOGISTIQUE & INDUSTRIE 64

Taxi sociétaire
« Un bon compromis entre l'indépendance et la sécurité » 65

Logisticienne dans l'humanitaire
Un métier exigeant mais passionnant 66

Responsable de production
Inviter la performance dans les assos 67

Où trouver des offres d'emploi dans l'économie sociale et solidaire sur le web ? 68

Index par finalité 70

Index par niveau de qualification 71

Remerciements 74

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



ANIMATION, CULTURE & ENSEIGNEMENT

Animateur / Un rôle-clé auprès des enfants / 7

Animatrice en développement durable / « J'éduque les enfants à l'environnement » / 8

Bibliothécaire dans un centre social / « Semer des petites graines » / 9

Projectionniste / « On propose du cinéma, pas une sortie avec popcorn ! » / 10

Responsable pédagogique et culturelle / Faire rayonner notre culture / 11

Prof dans un lycée pro / « Donner sa chance au plus grand nombre » / 12

Prof dans une école Steiner Waldorf / « Artiste, sans manuel avec une méthode ! » / 13

Animateur

Un rôle-clé auprès des enfants

Eliott est animateur dans un café culturel pour enfants. Il jongle entre initiation à la musique et pédagogie. Il nous raconte ce job pas comme les autres qu'il exerce depuis ses 18 ans.

A 25 ans, Eliott a commencé son contrat au Cafézoïde, un café culturel pour les enfants situé dans le 19^e arrondissement parisien. Eliott, qui est par ailleurs musicien, s'occupe de l'éveil musical. « *Parfois, je prends ma guitare et je commence à chanter, raconte-t-il. D'autres fois, on ouvre la malle avec les percussions et on reproduit des rythmes. Certains enfants viennent pour écouter, d'autres participent quand d'autres encore ne font que passer. C'est chaque fois différent.* »

Le BAFA pour commencer

Eliott a passé le BAFA à 18 ans. « *Je voyais l'animation comme une possibilité de gagner un peu d'argent l'été. C'est devenu plus que ça. J'ai découvert qu'on ne peut pas être animateur sans penser aux activités qu'on veut mettre en place, à ce qu'on incarne, ce qu'on transmet...* ». Petit à petit, il prend conscience du rôle qu'il peut jouer auprès des jeunes qu'il encadre et des responsabilités : « *Il faut aussi savoir remettre en cause les manières de fonctionner de certaines structures pour repenser la sécurité de l'enfant, s'adapter à son intérêt, à ses envies. Moi le premier, je n'apprends jamais aussi bien que lorsque je comprends l'utilité de quelque chose et que j'ai envie d'en savoir plus.* »

Quand Eliott n'anime pas une activité musicale, il répond aux différentes demandes des jeunes, passe derrière le bar qui propose des crêpes, des boissons et un repas le midi. « *La conviction de ce lieu, c'est qu'on peut apprendre partout, tout le temps. On offre un autre rapport à l'autorité en ne collant pas d'étiquettes aux enfants car ils sont dans une évolution permanente.* »

“
Je voyais l'animation comme une
possibilité de gagner un peu d'argent
l'été. C'est devenu plus que ça.
”

Une éducation populaire

Le jeune animateur défend l'éducation populaire et milite auprès de l'association des CEMEA en dispensant des formations au BAFA. « *Le stage théorique ne dure que 8 jours. Je dis toujours aux stagiaires qu'ils repartiront avec plus de questions que de réponses. L'animation demande plus de savoir-être que de connaissances à assimiler. Par exemple, il vaut toujours mieux se baisser pour parler à un enfant de 4 ans.* » Il ajoute par ailleurs : « *Si l'on veut se professionnaliser, c'est important de passer le BPJEPS, un diplôme d'état avec une formation sur 18 mois.* »

Eliott travaille 26 h par semaine, payées au SMIC. « *J'ai décidé de privilégier un poste où je peux mener d'autres projets. Et une structure où l'on consulte les gens qui s'y investissent au quotidien, où on leur laisse prendre des initiatives... Pour l'instant, le plus important, c'est de me sentir à ma place.* »

QUELLES FORMATIONS ?

On peut commencer avec le BAFA.
Il existe aussi différents diplômes du niveau CAP à bac +3 : BPJEPS, DUT Carrières sociales, Licence pro intervention sociale.



Animatrice en développement durable

« J'éduque les enfants à l'environnement »

Maureen, 29 ans, salariée de l'association E-Graine, a trouvé sa place dans une structure où elle « travaille pour les autres ». Récit.

Gestion de l'eau ou solidarité internationale. Maureen intervient régulièrement auprès d'écoliers pour leur faire prendre conscience de l'impact de nos actions quotidiennes sur la planète, ou les encadrer lors de reportages sur la citoyenneté. Chargée de mission au sein de l'association E-Graine, la jeune femme, âgée de 29 ans, exerce un métier très polyvalent.

Outre l'animation, elle est référente du dispositif éco-école, un label attribué à certains établissements scolaires engagés dans une démarche éco-responsable. « C'est un métier où l'on ne s'ennuie pas ! Les thématiques abordées sont très larges. On peut toujours trouver des sujets qui nous plaisent. Au quotidien, je travaille à faire en sorte de construire un monde plus juste, de contribuer à une meilleure connaissance, de montrer aux gens qu'ils peuvent vraiment être acteurs de leurs choix ».

« On travaille pour être mieux tous ensemble »

Après le bac, la jeune femme a effectué pendant un an des petits boulots (usine, serveuse, etc.), avant de s'orienter vers une formation sur l'administration publique et les relations internationales. Elle a ensuite monté plusieurs projets associatifs à l'international, avant de chercher un emploi.

A ce moment-là, elle se dit « plus jamais » l'économie capitaliste : « j'étais consciente des problèmes environnementaux et sociaux liés à ces grands groupes, basés sur le profit. Même pour le besoin d'un salaire, je ne voulais plus contribuer à ce système, explique Maureen. Auparavant, j'étais très bisounours, je croyais beaucoup en l'État. Mais l'Etat a besoin de sous, et donc dépend des grosses entreprises. »

Elle se tourne donc vers les associations : « les valeurs de l'économie sociale et solidaire me plaisent. A la différence des entreprises capitalistes, on ne travaille pas pour du profit mais pour l'humanité. On travaille pour les autres, pour être mieux tous ensemble, autour de valeurs plus solidaires ».



On travaille pour les autres,
pour être mieux tous ensemble,
autour de valeurs plus solidaires.



« Pas juste un exécutant »

Au-delà du contenu de son travail, Maureen trouve également son compte dans l'organisation de sa structure – liée à son statut associatif : « Chez E-Graine, on est impliqués dans le processus de décision. On peut s'exprimer, quel que soit son statut, dire ce qu'on pense. Parfois, c'est un peu lourd à gérer, épuisant, mais c'est super important et intéressant d'être dans l'organisation de l'association et non pas juste un exécutant ».

Un engouement pour l'économie sociale et solidaire tel, qu'aujourd'hui, Maureen « ne se voit pas retourner dans l'économie capitaliste » où elle « ne trouve pas son compte ».

QUELLES FORMATIONS ?

Plusieurs formations peuvent mener au métier d'animateur-éducateur environnement, de bac à bac +3 : BTS A Gestion et protection de la nature, Licence pro Médiation scientifique et éducation à l'environnement.

Bibliothécaire dans un centre social

« Semer des petites graines »

Amandine, 32 ans, est animatrice-bibliothécaire dans le Centre social d'un quartier de Villeurbanne, dans le Rhône. Un travail qui demande beaucoup d'énergie, mais regorge de pépites...

Sa tenue de travail ? Les chaussettes ! Amandine et son large sourire vous accueillent au beau milieu des livres et des coussins de la biblichaussette du Centre social Charpennes-Tonkin (CSC). « *Le fait de se déchausser, c'est comme si tu étais à la maison. C'est un cocon.* » Elle poursuit : « *Pour certaines familles qui parlent peu le français par exemple, c'est plus facile de venir ici que dans une médiathèque. Elles se confient à nous. Il y a un lien qui va au-delà d'une relation bibliothécaire-lecteur.* » D'ailleurs, ici, on n'utilise ni le terme « usager », ni celui de « lecteur ». On connaît les prénoms des enfants qui viennent, on les voit grandir. « *Des fois, des enfants viennent, ils sont témoins de scènes dans leur vie privée, et ils n'ont pas d'explication par rapport à ça, et ils savent qu'ici, ils en auront, des réponses.* » Amandine tient beaucoup à ce travail : « *ça permet de semer des petites graines, de faire découvrir la lecture aux enfants, ça les fait voyager, notamment avec le conte oral.* »

Animation et gestion de la bibliothèque

Ses journées sont partagées entre l'animation et la gestion de la bibliothèque (abonnements, achat de livres, retards, réparations, prêts aux collectivités, préparation des animations...). Cinq classes de maternelle viennent chaque mois. Après un temps pendant lequel les enfants regardent les livres, elle raconte des histoires sur différents supports : diapo-livres, conte oral, ou encore Kamishibai, un support qui lui permet d'inventer des histoires de A à Z. Tous les lundis soirs, avec Patricia, sa collègue conteuse professionnelle, Amandine anime un projet en lien avec quatre classes de CP pour donner « l'envie » de lire. L'objectif de la fin de l'année : que 12 élèves lisent le livre de leur choix devant leurs camarades. Mais ses animations ne s'arrêtent pas là : c'est plein d'oasis où le livre et les contes s'invitent en douceur, gratuitement.

Autonomie et diversité des tâches

Sa passion n'est pas feinte. Son implication non plus. Et pourtant, la précarité rôde autour de ses mots, de ces activités attendues par les enfants. « Cet emploi me tient tellement à cœur que j'ai essayé de tout faire pour compléter mon temps et tenter de le garder. » Elle l'a décroché en 2011 avec 20h hors vacances scolaires par semaine, donc au début elle a cumulé avec des petits boulots comme fleuriste le week-end. Aujourd'hui, elle est aussi adjointe du patrimoine pour une médiathèque où elle travaille le samedi.

« *On a un rôle essentiel, et pourtant le peu de financements qu'on a ne permet pas de payer pleinement nos postes, c'est pris dans un budget global du CSC (statut associatif)* » explique Amandine. L'envie de développer des choses est alors bloquée par ce manque. « *C'est un combat de chaque instant* », confie Patricia, en poste depuis 20 ans dans ce qui est aujourd'hui l'une des dernières petites bibliothèques de Centre social.

« *On a beaucoup de liberté dans le choix des animations... Ici tout n'est pas calculé à l'heure près. On me fait confiance. En médiathèque, ça touche un réseau donc les décisions sont plus longues, plus compliquées à prendre* », raconte Amandine. Avant d'en arriver là, la jeune femme a suivi des études d'Arts appliqués, et a même créé sa propre marque de doudous et accessoires textiles. Une manière, déjà, de chuchoter des histoires.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir bibliothécaire, il est conseillé d'être titulaire d'un diplôme de bac+2 ou bac+3 : DUT Information-communication, option métiers du livres, DEUST métiers des bibliothèques, Licence pro métiers des bibliothèques.



Projectionniste

« On propose du cinéma, pas une sortie avec popcorn ! »

Jérémie est un projectionniste multi-casquettes dans un ciné associatif. Salarié polyvalent et épanoui, c'est avec le sourire qu'il se rend chaque jour dans cet établissement indépendant.

« **J**e suis serein en fait. Et tous mes collègues le sont par rapport à leur boulot. On sait s'autogérer sur plein de choses. » Jérémie, 28 ans, travaille au cinéma associatif Le Zola, situé à Villeurbanne, près de Lyon. Effectivement, il a l'air détendu, épanoui même, malgré les diverses tâches à assurer.

Sa mission principale ? Gérer les allers et venues des films ! « Une fois que la programmation est établie, que la directrice de la salle a commandé les films auprès des distributeurs, c'est à moi et à Edwin, l'autre projectionniste, de faire venir le film. Normalement c'est une copie pour une salle, pour une semaine. Il arrive qu'on soit trois cinémas pour un seul disque dur (contenant le film), et là c'est un peu le stress. C'est de notre responsabilité de ne pas mettre en difficulté les autres salles – souvent de petits cinémas indépendants – qui passeront le film après nous ! »

Tout ce travail qui vise donc à se faire livrer à temps ces petites mallettes bleues, s'effectue pendant les projections de films. « Avec le numérique, on est moins obligés d'être derrière la machine. Je descends régulièrement pour vérifier que tout va bien. On est automatisés mais pas partout, donc il faut quand même être là au début et à la fin. » Les projections en 35 mm, rares, nécessitent une présence tout le long du film.

« Pour un employé de multiplexe, ce qu'on fait ici, cela semble fou »

Autre principale casquette de Jérémie : la communication. Infographiste autodidacte, il réalise la mise en page de la programmation, des cartons d'information diffusés à l'écran, les bandes annonces de festivals...

Embauché il y a un an, le jeune projectionniste savoure la liberté qu'on lui laisse. « Ici, on choisit quelle bande-annonce on veut passer avant les films. En fonction du public que je vois passer dans le hall, je sais ce qui peut plaire. Pareil pour les courts-métrages qui seront diffusés avant les longs, c'est à nous de choisir. Je connais des gens employés dans des gros cinés, et ce n'est pas du tout la même façon de bosser.

Ça leur semble fou ce qu'on fait ici. Eux, tout est prémâché. » Fort de huit salariés et de quatre-vingt adhérents, le cinéma Le Zola, créé dans les années 1920, organise trois festivals dans l'année et propose une programmation variée. « Nous avons un bon mélange de films art et essai, et puis d'autres, plus grand public. On a fait le choix, vraiment, de proposer du cinéma, et pas une sortie avec du popcorn... »

Des spectateurs, pas des clients

Entre Jérémie et le Zola, c'est une longue histoire. En 2005, il y décroche un stage. Séduit par l'équipe et ce que véhicule l'association, il reviendra en tant que bénévole. Sept ans et plusieurs petits boulots plus tard, une Licence d'arts du spectacle en poche, il y trouve un emploi de caissier. Ce qui finit par l'intéresser se trouve devant lui, et son guichet : la cabine de projection. Le numérique venait d'y être installé, il en comprend vite les rouages. Cela deviendra son métier, et il en est ravi. « Je suis passé par des boîtes dont l'objectif était de faire du résultat. Ça marchait uniquement avec des primes pour motiver. Ici, on n'a pas besoin de ça. »

L'heure du prochain film approche. Il prépare l'entrée. « On a l'opportunité d'avoir pas mal de contacts avec les clients. Des clients, qu'on considère comme des spectateurs, et la plupart s'en rendent compte. » La scène qui suit, dans le hall du Zola, entre familiarité et simplicité, vient le confirmer. Un vrai cinéma de quartier.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir projectionniste, le CAP projectionniste de cinéma est conseillé. Après un bac, il est aussi possible de faire un BTS métiers de l'audiovisuel.

Responsable pédagogique et culturelle

Faire rayonner notre culture

Lucile, 29 ans, actuellement en poste en Nouvelle-Zélande, partage son expérience. Entre globe-trotteur, soif de découverte et envie de transmettre une culture...

Connaissiez-vous les Alliances Françaises ? Ces associations présentes dans 133 pays ont vocation à faire rayonner la langue et la culture française à l'étranger. On en compte plus de 800 dans le monde entier, qui donnent des cours à 550.000 étudiants par an et organisent 20.000 événements culturels. Lucile est responsable pédagogique et culturelle, administratrice et enseignante FLE (Français langue étrangère) à l'Alliance française de Christchurch, en Nouvelle-Zélande. « *Je suis sur tous les fronts : je m'occupe de la gestion et de l'administration de l'Alliance, du suivi des étudiants, de l'organisation des cours de français et des événements culturels que nous mettons en place. Je suis également professeure.* »

Du Mexique à la Nouvelle-Zélande

La jeune femme a une grande expérience à l'international. Après un Master FLE à l'université de Lyon et une année au Royaume-Uni pour passer un PGCE [qui permet d'enseigner le français dans les écoles anglaises], Lucile s'envole pour le Mexique. « *Je ne me sentais pas prête à me poser. J'avais envie de voyager et d'apprendre une nouvelle langue* ». De 2011 à 2013, elle devient professeure à l'Alliance française de Saltillo, avant de se voir proposer un poste de coordinatrice pédagogique au centre de Monterrey. « *Puis, l'année dernière, j'ai eu envie de découvrir un autre horizon.* » Elle postule alors sur des postes ouverts en VIA (Volontariat international en administration) avant d'être recrutée à Christchurch. « *La Nouvelle-Zélande, je ne connaissais pas du tout, ça me faisait rêver* », confie-t-elle.

Un poste « multitâche »

Au sein de l'Alliance française de Christchurch, 250 à 300 personnes prennent des cours de français. « *Je refuse parfois des gens car il y a trop de demandes. Il s'agit de Néo-Zélandais, mais aussi d'enfants francophones. En effet, on compte beaucoup d'expatriés mais il n'y a pas d'école française* », explique la jeune femme.

En ce qui concerne le versant « culturel » de sa mission, Lucile accompagne actuellement le French Film Festival, sponsorisé par l'ambassade et la Fondation Alliance française. « *Des films français ou francophones font le tour de la Nouvelle-Zélande. Les Alliances françaises en font la promotion. Avec certains centres australiens, nous avons également créé un cahier pédagogique à l'usage des enfants, qui concerne les films pour la jeunesse.* »

L'Alliance française de Christchurch a également lancé une émission de radio en janvier 2016, à l'aide d'une subvention de l'ambassade de France : Radio Oh là là. « *Toutes les deux semaines sur Plains FM – une radio communautaire – nous diffusons une émission enregistrée. Nous passons des chansons françaises, des interviews, expliquons l'origine d'expressions...* », indique Lucile.

Des journées bien remplies

« *Les journées sont très chargées* », confie-t-elle. « *Mais c'est passionnant, et j'ai appris beaucoup de choses : à budgétiser, à lever des fonds pour un événement, à rechercher des sponsors, à enregistrer une émission de radio, à assurer des fonctions de relations publiques...* ».

En contrat d'un an, renouvelable une année supplémentaire, la jeune femme réfléchit à son avenir. « *Je commence à avoir envie d'une certaine stabilité. Je ne veux pas renoncer à voyager, mais plus tard, j'aurai probablement envie d'un poste dans lequel je pourrai me poser quelques années. Cela sera plus simple pour voir mon copain, qui est Mexicain.* »

QUELLES FORMATIONS ?

Le métier de responsable culturel peut s'exercer après des études en gestion de projets culturels. De nombreux parcours sont possibles. Avant d'être recruté, il faut souvent être passé par des stages ou un Service Civique dans des structures similaires.



Prof dans un lycée pro

« Donner sa chance au plus grand nombre »

Johnny a trouvé sa voie : il enseigne l'histoire et les lettres dans le lycée professionnel Cognacq-Jay à Argenteuil, un établissement atypique car il est privé mais laïque et gratuit.

Au lycée Cognacq-Jay, les 50 professeurs ne possèdent pas tous leur CAPLP*. Ils viennent de milieux différents : éducation nationale, petites et grosses entreprises, associations... C'est le cas de Johnny qui souhaitait expérimenter plusieurs choses avant de se tourner vers l'enseignement. « *J'ai commencé à étudier l'histoire pour devenir prof mais je me suis rendu compte que j'avais envie de passer par d'autres choses avant d'enseigner.* » Changeant d'orientation, Johnny s'est dirigé vers l'urbanisme mais n'a pas trouvé de travail dans ce domaine. « *De toute façon, je ne me voyais pas rester assis devant un ordinateur toute la journée* » ajoute-t-il. Il se tourne alors vers le social en devenant éducateur spécialisé. Il apprécie le contact avec les jeunes. Quelques années plus tard, il postule un peu par hasard au lycée Cognacq-Jay et revient à ses envies de départ : enseigner.

Un leit motiv : personnalisation et individualisation

Dans ce petit lycée détenu par la Fondation Cognacq-Jay, où « on y est bien », on compte environ 500 élèves répartis dans des classes de filières professionnelles : soins et service à la personne, accueil, gestion et administration, vente et commerce. Tous les professeurs enseignent deux matières afin de favoriser la transversalité. Pour Johnny, c'est l'histoire et les lettres. Le nombre d'élèves limité permet de bien les connaître, une différence très nette avec les lycées classiques « *j'ai été surveillant dans des établissements de 800 à 1 200 élèves, le caractère impersonnel m'a vraiment déplu* ».

Ce contact avec les élèves permet de les suivre individuellement notamment s'ils rencontrent des difficultés scolaires ou personnelles. Ils sont sélectionnés avant tout sur leur motivation et leur comportement, « *il y a un peu un profil Cognacq-Jay, on cherche aussi à donner sa chance au plus grand nombre* ». Cette personnalisation permet d'influer sur le comportement des jeunes en accordant beaucoup

d'importance au savoir-être et au vivre-ensemble, « on voit bien leur évolution en trois ans ».

Des projets solidaires menés avec les élèves

Johnny apprécie la liberté, le partage et le sens défendus par la direction. Cela se retrouve dans tous les projets menés au sein de l'établissement. La direction et la fondation Cognacq-Jay incitent les enseignants à développer des actions de solidarité : collectes alimentaires ou de vêtements, activités dans des crèches ou des maisons de retraite, intervention d'Handicap International ou encore accueil d'élèves étrangers.

« *Les projets sont pensés en collectif, comme les cours qui sont montés en équipes. Il y a beaucoup de transversalité dans les matières* ». Johnny s'intéresse notamment à la solidarité internationale « *j'ai envie de monter un projet que les élèves suivraient sur leurs trois ans de formation, autour de la petite enfance en Afrique.* »

Des liens sont également faits avec les autres établissements de la Fondation Cognacq-Jay « *Nous avons des élèves en stage à l'hôpital Cognacq-Jay et à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Rueil-Malmaison* ».

Enseigner et donner des clés de citoyenneté à des jeunes motivés, cela plait à Johnny qui se voit rester au lycée Cognacq-Jay de nombreuses années. « *Je prépare mon CAPLP cette année et j'ai envie de continuer ici. Aujourd'hui, je suis bien dans mon travail* ».

* Certificat d'aptitude au professorat de lycée professionnel.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir professeur dans un collège ou un lycée, un bac +5 dans l'enseignement est conseillé afin de passer son CAPLP. L'expérience professionnelle (au moins 5 ans) et la motivation peut parfois permettre de rejoindre l'équipe pédagogique d'un établissement.

Prof dans une école Steiner Waldorf

« Artiste, sans manuel avec une méthode ! »

Romain, 34 ans, est enseignant dans l'école associative Steiner Waldorf à côté de Lyon. Un métier très épanouissant qui lui permet d'être créateur.

Si on lui avait dit, il y a quelques années, qu'il serait enseignant, Romain aurait lancé un « *Jamais de la vie !* » Et pourtant depuis 2008, il enseigne à l'école associative Steiner Waldorf de Lyon et sa région. Il a commencé en y étant le professeur de classe d'un seul et même groupe qu'il suit, huit années durant. « *Il y a des liens indéboulonnables qui se créent. On va traverser les crises avec eux. On va leur donner l'occasion de se lier fortement à quelqu'un pour qu'ils puissent s'en émanciper.* »

« *L'essentiel, c'est que l'enfant se développe de la façon la plus fluide, harmonieuse qui soit. On s'engage avec les élèves de façon à les porter intérieurement.* » Son rôle d'alors ? Déblayeur d'obstacles. Il parle de la confiance comme d'un muscle qu'il faut développer chez l'enfant. « *Si on apprend à un enfant dès le départ, à douter de tout, il va se demander ce qui est digne de confiance dans ce monde.* » Romain, en tant que prof, incarne ce sol, ferme.

Au programme : chorale, bois, orchestre...

Déclencheur d'enthousiasme via les matières qui sont toutes d'égale importance, ce professeur dispense l'essentiel des enseignements intellectuels, artistiques, voire des notions d'activités manuelles. Autour de lui, un cercle de profs spécialistes va s'accroître au fur et à mesure que l'enfant grandit. Et le référent va se retirer, petit à petit. De nouvelles matières sont introduites en fonction des âges : chorale, bois, eurythmie... Romain a déjà eu à lancer un orchestre : « *C'était folklo !* »

Cette année, il est prof spécialiste, en histoire. « *Vous mâchez, malaxez l'essence de ce dont vous allez parler. Par exemple, c'est quoi l'Égypte ancienne en fait ? Faut rentrer dans l'intérieur de tout ça. C'est un travail de réappropriation. Vous avez le fond, vous pouvez réfléchir à la forme, comment l'introduire.* »

« Créatif, adaptable, et avoir un côté chercheur-joueur ! »

Son objectif ? Que les élèves puissent penser en s'appuyant complètement sur eux-mêmes. « *On s'empare de la pensée d'un élève, on la déroule, on la pousse... C'est le but ultime de la pédagogie. À l'adolescence quand vous prenez conscience que vous pouvez penser vraiment, vous n'êtes plus très loin de poser des actes qui découlent de ce genre de pensées : des actes libres, car individuels !* »

Des qualités nécessaires pour ce métier-là ? « *Être créatif, très adaptable, prêt à travailler sur soi. Et avoir un côté chercheur-joueur !* » Ici pas de hiérarchie, ni d'autre pression que celle qu'on se met soi-même. Et il poursuit en évoquant cette possibilité, « *extraordinaire* », d'être créateur. « *Combien y a-t-il de métiers où l'on peut donner quelque chose qui vient de soi ? C'est très épanouissant. Vous trouvez ça nulle part, en tout cas dans les métiers de l'éducation...* »

« Un artiste, sans manuel avec une méthode à suivre »

Romain en a donc parcouru du chemin ! Il se dit « *mira-culé* » suite à « *une scolarité désastreuse* ». Après des études de droit, il fait des recherches sur les religions. Un jour, sa mère lui propose un livre sur l'histoire de l'humanité. L'auteur : Rudolf Steiner. Une révélation, et une question : « *Est-ce qu'on peut bosser avec ça ? Avec ce regard sur l'être humain ?* » Il appelle l'Institut du même nom dans les Yvelines, n'y connaît rien mais suit la formation pour approfondir l'enseignement de Steiner. Après un stage court dans cette école du Rhône il est emballé par ce rôle de « *jongleur* ». Il postule pour rester... et décroche le poste.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir professeur des écoles, un bac +5 dans l'enseignement est conseillé afin de passer son concours de recrutement de professeur des écoles.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



AUDIT, CONSEIL, GESTION & DROIT

Auditeur / Comprendre de manière concrète un système complexe / 15

Expert-comptable / « Quel que soit son métier, on peut porter des valeurs » / 16

Juriste pour une asso / Au service de la société / 17

Auditeur

Comprendre de manière concrète un système complexe

Jérôme. 30 ans, travaille depuis six ans au Crédit Coopératif. Après y avoir été chargé d'études à la RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises), il y est aujourd'hui auditeur.

La crise financière, un révélateur de vocation ? Pour Jérôme, en 2007, elle a bien eu cet effet. « *Je me suis rendu compte à quel point l'impact de la finance sur l'état de notre société était important et qu'il pouvait être positif comme négatif. Et je me suis interrogé : Comment travailler pour que cet outil qu'est la finance reste quelque chose de vertueux ?* »

Aujourd'hui, en tant qu'auditeur au Crédit Coopératif, une banque coopérative, il réalise des missions sur des activités ou des unités de la structure pour évaluer le risque financier, le risque opérationnel ou le risque de conformité. « *L'audit interne permet de donner un regard distancié à la Direction générale sur le fonctionnement de son entreprise* », précise-t-il.

Au sein d'une équipe d'une vingtaine de personnes, ses journées sont rythmées par un gros travail sur des bases de données, mais aussi beaucoup d'entretiens avec les personnes qu'il « audite ». Son objectif ? Rendre, sur un sujet, un rapport le plus précis et le plus utile possible. Et cela peut concerner tous les domaines de l'entreprise, qui emploie 2 000 personnes, comme par exemple l'environnement de travail. Le problème peut être au niveau humain, immobilier... « *Ce qui est compliqué, c'est de les prioriser.* »

« Curieux, attentif aux détails, et humble »

La curiosité, une qualité bienvenue pour pouvoir être auditeur, selon Jérôme. « *C'est un métier qui permet de découvrir énormément de facettes d'un même sujet : la dimension humaine, organisationnelle, juridique, informatique, et commerciale/financière. Ça m'a permis de comprendre les rouages essentiels d'une banque. C'est un poste qui demande de comprendre de manière concrète comment fonctionne un système complexe.* » Les deux autres qualités nécessaires qu'il mentionne : « *attentif aux détails, et assez humble : on a affaire à des gens qui en savent plus que nous.* »

Lors de ses débuts professionnels dans la finance, il reconnaît avoir eu une vision « *très néophyte* » du sujet avec, sous le bras, des idées préconçues. Il travaillait sur des sujets de développement durable appliqués à la finance



Je me suis interrogé :
Comment travailler pour que cet outil
qu'est la finance reste quelque chose
de vertueux ?



et dans ce but, il avait besoin de comprendre le fonctionnement d'une banque. En tant que chargé d'études à la RSE (du Crédit Coopératif), Jérôme s'est retrouvé au cœur des sujets qui l'intéressaient, et qui restent d'actualité. « *Mes grandes fiertés d'alors, c'est d'avoir pu travailler sur des services financiers concrets et différents, des services financiers utiles parce que transparents...* »

Ce qu'il aime le moins dans son travail ? « *De ne pas avoir le temps suffisant pour suivre concrètement les recommandations qu'on fait* », répond-il spontanément. Mais l'ancien étudiant est toujours aussi motivé par son métier et surtout le fonctionnement de sa banque : « *L'idée de coopérative, comme l'idée d'open source, c'est idéaliste et pragmatique en même temps.* »

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir auditeur, un diplôme de master en comptabilité-gestion-finance est recommandé.



Expert-comptable

« Quel que soit son métier, on peut porter des valeurs »

Mathieu, 29 ans, est expert-comptable. Il a co-fondé Finacoop, la 1^{ère} Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) d'expertise comptable française, dédiée à l'économie sociale et solidaire.

Diplômé en 2015, Mathieu suit un parcours classique pour exercer cette profession réglementée. Après avoir validé son DCG (diplôme de comptabilité et de gestion) à l'Université de Bayonne, il poursuit avec le DSCG à l'IAE de Toulouse. « *C'est un métier qui ne connaît pas le chômage et qui nécessite des compétences pointues et très polyvalentes* », précise Mathieu.

En parallèle de ses études, le jeune homme, sensibilisé aux initiatives alternatives multiplie stages, expériences bénévoles, et voyages pour mieux appréhender associations et coopératives dans des secteurs comme le commerce équitable ou la finance participative et solidaire. « *J'ai toujours eu un intérêt pour les questions environnementales et sociétales. Après une expérience dans un cabinet d'expertise comptable dédié aux organismes sans but lucratif (fondations, associations, partis politiques) mais très éloigné des valeurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), j'ai décidé de créer une SCIC dédiée aux structures de l'ESS. Je suis convaincu que quel que soit son métier, on peut être porteur de ces valeurs.* »

« De moins en moins comptable, de plus en plus expert »

Après une année de contentieux juridique avec l'Ordre des Experts-Comptables, Finacoop voit le jour en mars 2016. Actuellement le seul expert-comptable de la structure, Mathieu aspire à faire évoluer ce métier. « *Traditionnellement, le métier d'expert-comptable est d'établir des comptes d'entreprise et de vérifier qu'ils sont en accord avec la loi. Notre enjeu, c'est de multiplier les compétences, au-delà de la saisie de ligne de comptes. De repenser le métier à l'heure de la transition numérique pour évoluer vers la formation, le contrôle de gestion ou la recherche de financement ! Chez Finacoop, près de 35 % de notre temps est consacré au conseil, contre moins de 10 % dans les cabinets traditionnels. Nous développons une réelle expertise sur les spécificités des structures de l'ESS : connaissances des acteurs de l'accompagnement, du financement, de la loi ESS de 2014... »*

Aujourd'hui, les clients de Finacoop sont des acteurs issus de secteurs ayant fait leur preuve (alimentation bio, insertion par l'activité économique) ou émergents comme les Civic Tech, l'économie circulaire ou les coopératives d'activités et d'emplois. Finacoop pratique un taux horaire unique de 70 € HT contre des tarifs frôlant davantage les 200 € pour les experts-comptables exerçant en libéral. « *Ce n'est pas incompatible d'agir pour son bonheur et celui des autres. Je me suis posé la question de savoir combien j'avais besoin pour vivre. Pour moi s'enrichir n'est pas la finalité et on peut vivre bien en ayant une vraie utilité dans son métier ! »*

Expert-comptable, un métier porteur

« *Notre structure est un OVNI dans la profession des experts-comptables. Nous voulions proposer une expertise comptable et de conseil pour encourager et accompagner les acteurs de la transformation sociale dotée d'une gouvernance démocratique* », explique Mathieu. « *Nous sommes 100 % numérique et nous mettons également en Creative Commons tous les documents (statuts, notes, ...) que nous produisons via boîte à outils et blog. En six mois, nous avons embauché huit personnes issues de différents métiers du conseil (RH, communication, juriste, etc.), mais nous aurions du travail pour 30 personnes ! »*

Leur ambition d'ici 5 ans ? Accompagner le changement d'échelle de l'ESS en créant des antennes à taille humaine dans plusieurs régions.

QUELLES FORMATIONS ?

La filière d'expertise comptable se compose de trois diplômes, entre bac +3 et bac +8.

Juriste pour une asso

Au service de la société

Clarisse assiste les personnes dans le besoin sur leurs questions de droit, en tant que juriste consultante pour l'association Accès aux Droits Solidarité Paris. Rencontre.

Comment rédiger un courrier à une administration ? Quelles démarches effectuer en cas de litige avec son patron ? Comment demander un titre de séjour ? Si nul n'est censé ignorer la loi, il n'est pas toujours facile de s'y retrouver dans la législation française, d'autant plus quand on est en situation de fragilité.

Pour venir en aide aux personnes dépourvues face aux questions de droit, l'association Accès aux Droits Solidarité Paris a mis en place depuis près d'une dizaine d'années des permanences gratuites dans plusieurs associations ou structures institutionnelles parisiennes. Chacun peut venir poser les questions qui compliquent son quotidien à un(e) juriste de l'association.

Des publics variés

Clarisse, 27 ans, assure ainsi des permanences à l'espace solidarité du Samu Social, à la Coordination de l'accueil des familles demandeuses d'asile (CAFDA), dans un centre d'accueil de jour pour SDF d'Emmaüs Solidarité ou encore à la Maison du droit du 17^e arrondissement. « *J'ai des semaines bien chargées et je travaille avec des publics variés* », explique-t-elle.

Le plus souvent, elle assiste des étrangers qui cherchent à régulariser leur situation. Elle les aide par exemple à faire le meilleur dossier possible pour une demande d'asile ou un visa. Les entretiens durent environ 40 minutes, parfois un peu plus, si la présence d'un(e) interprète est nécessaire. « *Certains viennent pour une simple question, tandis que d'autres sont suivis dans le temps, il m'arrive même de me déplacer à la préfecture* », explique-t-elle.

Mais Clarisse ne fait pas seulement du droit des étrangers, elle rencontre des profils différents selon les structures où elle intervient. Elle peut par exemple expliquer à une personne divorcée comment obtenir une pension alimentaire, ou encore renseigner une jeune locataire qui a des problèmes avec son propriétaire. « *Je touche à tout* », glisse-t-elle.

66
J'aime le contact avec les gens, et j'avais envie de servir un peu à quelque chose.
99

Le choix de l'associatif

« *Mon activité n'est pas monotone, chaque fois que je fais face à une nouvelle situation j'apprends de nouvelles choses* », estime-t-elle. Elle fait une veille sur l'actualité législative, et les débriefs mensuels avec la trentaine d'autres juristes de l'association sont l'occasion d'échanger des questions sur ses dossiers.

Après un master en droit public spécialité Droits de l'Homme décroché en 2012, Clarisse savait qu'elle avait de fortes chances de travailler dans l'associatif. Pour elle, c'était un choix, « *je n'étais pas spécialement intéressée par le droit des affaires* », affirme-t-elle. Et puis elle avait déjà un pied dans l'associatif, pour avoir été bénévole chez SOS Racisme quand elle était étudiante. Elle assurait déjà des permanences en droit.

« *J'aime le contact avec les gens, et j'avais envie de servir un peu à quelque chose* », avance Clarisse. Pour elle, l'empathie est essentielle dans son travail, mais il faut savoir trouver un équilibre et se protéger. Elle confie s'être parfois laissée rattraper par les émotions face aux problèmes confiés par les personnes qu'elle assiste. « *Il faut être animé par l'envie d'aider, tout en gardant une distance car on ne peut pas porter toute la misère du monde sur son dos* », rappelle-t-elle.

QUELLES FORMATIONS ?

Des études de droit sont indispensables pour exercer ce métier. Selon votre spécialité, vous pourrez exercer dans des structures très différentes.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



BTP, CONSTRUCTION & ARTISANAT

Charpentier en éco-construction / « Utiliser des ressources renouvelables » / **19**

Valoriste / Le roi du réemploi, un métier d'avenir ! / **20**

Charpentier en éco-construction

« Utiliser des ressources renouvelables »

Maxime n'a jamais voulu opposer manuel et intellectuel. Pour lui, le travail du bois rassemble ces deux pendants : charpentier dans l'éco-habitat est porteur de valeurs. Surtout en SCOP.

« **J'** ai toujours beaucoup bricolé. Quand j'étais petit, je faisais des cabanes et j'en fais toujours ! J'ai grandi à la campagne et le travail à l'extérieur m'a toujours plu », se rappelle

Maxime. Son attirance pour le bois, « un matériau vivant, avec une diversité de contraintes et de qualités mécaniques », il la tient de son enfance. A 25 ans, le jeune homme a pourtant testé de nombreuses voies avant de trouver la bonne : celle de charpentier.

Rompre avec le modèle hiérarchique classique

Pour expliquer son choix précoce de quitter l'école l'année du bac et de le passer en candidat libre, il avance sans ambages : « J'attendais beaucoup de la philo et j'ai été déçu, du coup je suis parti. » C'est aussi contre l'autorité et la subordination qu'il se rebiffe. Maxime fait aujourd'hui le lien entre cet événement et la structure qui l'emploie : une Société coopérative et participative (SCOP), avec laquelle il partage les mêmes valeurs. « Pour moi la coopérative, c'est un système vers lequel il faut qu'on tende. Il faut rompre avec le modèle hiérarchique classique. Une chose m'a marqué à l'Acacia, la SCOP dans laquelle je travaille : cela faisait quelques jours que j'étais arrivé et ils devaient choisir entre 3 logos pour la société. Ils m'ont demandé mon avis. Alors que je suis apprenti. J'ai apprécié qu'on m'implique directement ». Le fonctionnement de la coopérative, située dans le Finistère, dénote aussi dans le paysage des entreprises du bâtiment. Tout le monde est polyvalent sur les chantiers. L'objectif : qu'il n'y ait pas de travail à la chaîne sur une étape de construction et que tous les charpentiers sachent réaliser l'ensemble des étapes de la construction d'une maison en ossature bois.

Partager des valeurs écologiques

Maxime a commencé un contrat de professionnalisation, dans cette coopérative spécialisée dans l'éco-habitat. Une

orientation qui correspond à ses engagements. « Le secteur du bâtiment produit énormément de déchets et peut être très polluant. On essaye dans l'éco-habitat d'utiliser des ressources renouvelables. A l'Acacia, les bois proviennent de forêts françaises gérées durablement et ne sont pas traités. On a la main sur l'approvisionnement : on lui redonne une dimension locale, c'est important pour moi. Les chantiers sont essentiellement pour des particuliers, qui partagent aussi ces valeurs ».

Aujourd'hui il alterne travail en entreprise en CDD et périodes de professionnalisation pour passer son CAP de charpentier. Il est formé chez les Compagnons du devoir de Rennes. « J'ai été attiré par leur réputation d'excellence et je ne suis pas déçu ». L'association forme aujourd'hui des adultes, où certaines règles du compagnonnage communautaire restent. Il se présente par exemple aux repas avec des hauts à « col » et tout le monde se dit bonjour, quelle que soit sa position hiérarchique. « On travaille de 8 h à 22 h. Nos journées de formation sont denses. Je marche au stress, à la pression donc ça me va bien. »

Travailler pour le plaisir plus que pour le salaire

Son avenir, Maxime le voit avec optimisme. Une fois le CAP en poche, il ne compte pas s'arrêter là. Peut-être poursuivre dans la charpenterie marine. Ou chez les Compagnons en passant le Brevet professionnel (BP) pour devenir Chef d'équipe. « Je travaille parce que ça me plaît. J'ai envie de continuer à vivre et apprendre des choses. Je pense par contre qu'il me sera très dur de revenir dans une boîte classique après cette expérience ! » conclut-il.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour se former au métier de charpentier, il est possible de faire un CAP ou un brevet professionnel dans les métiers du bois et de la charpente.



Valoriste

Le roi du réemploi, un métier d'avenir !

Paul, 29 ans, est payé pour récupérer ! Avec le développement accéléré des ressourceries, des recycleries et du réemploi, le métier de valoriste ré-émerge et se transforme. Rencontre.

« **D**epuis que je suis tout petit je fais les poubelles », explique Paul, sans détour. Pour ce jeune homme de 29 ans, ce qui est vraiment étrange, c'est de savoir qu'on jette des choses qui servent encore. « C'est aberrant », insiste-t-il. Un esprit qu'il cultive depuis sa tendre enfance, peut-être grâce à son père, restaurateur de meubles. « J'allais souvent fouiller les déchetteries avec lui », se souvient-il. En traînant dans l'atelier familial Paul apprend à réparer, fabriquer, réutiliser. « J'ai toujours eu à cœur de réemployer ». Petit à petit, Paul a décidé d'en faire son mode de vie : « mon but était de ne rien acheter. L'obsolescence programmée et tout ce système abîmant la nature, ça me fend le cœur. J'ai décidé d'entreprendre une transition, à mon échelle. D'abord en construisant ma propre maison, en terre et en paille, sans mécanisation. »

Une envie d'agir plus largement

Bon, la maison n'a pas tenu. Mais la motivation de Paul pour un monde plus juste et raisonné n'a pas failli. « J'ai décidé d'agir à une autre échelle. » Passer de l'individuel à l'action de sensibilisation plus collective. Passionné de Low tech et de bon sens, Paul s'est résolu à passer le permis, à créer un atelier partagé pour bricoler, stocker ses objets et matériaux récupérés, pour créer des meubles, toujours en matériaux récupérés. « Pendant tout ce temps, j'étais au RSA. » En récupérant nourriture, vêtement, meuble, etc, Paul ne dépensait pas grand-chose. Il y a six mois Paul est devenu valoriste au sein de la jeune structure Stations Services, à Rezé, près de Nantes. Valoriste ? C'est celui qui donne de la valeur à ce qui, aux yeux de beaucoup, n'en a plus : déchets industriels, panneaux publicitaires, surplus de production. « Ça m'a permis de me donner un rythme de vie plus soutenu, et d'avoir une action plus visible auprès des citoyens. Je fais la même chose, mais c'est d'intérêt public. » Paul travaille au milieu d'un gigantesque bric-à-brac. Cette recyclerie se démarque des autres par son aspect

« matériaux ». Ici, peu d'objets finis, mais plutôt du métal en vrac, des pieds de tables, des portes, du verre, des kilomètres de PVC. L'idée : proposer cette richesse à tous. Paul est dans son élément.

Sensibiliser et animer une communauté

« En arrivant ici il y a six mois, j'ai démarré par pas mal de prospections auprès des entreprises pour leur expliquer qu'on pouvait récupérer et réemployer leur stock de matériaux. » Le reste du travail consiste plutôt à manutentionner, nettoyer, démonter, peser sur une balance géante, recenser. Autre mission : sensibiliser, monter des ateliers créatifs, animer la communauté de bénévoles... « Finalement le métier de valoriste est un prétexte pour développer d'autres actions plus larges autour du réemploi. Car il y a une véritable expérience sociale autour de ce lieu. » Du haut de son CAE de 24 h renouvelable une fois, Paul est ravi. « Je n'étais pas sûr que le travail au sens classique du terme soit fait pour moi mais en fait ici, j'ai vraiment l'impression d'œuvrer. »

Vadrouilles en camion

D'ailleurs, il fait volontiers du rab' quelques soirs par semaine, en vadrouillant avec son camion là où il y a du dépôt sauvage. « Tout le monde garde des matériaux dans son grenier au cas où ça pourrait servir, mais ils sont les seuls à savoir qu'ils ont ça. Nous on propose de trier tout ça dans un grand hangar en commun, pour que les matériaux puissent VRAIMENT servir ! »

QUELLES FORMATIONS ?

Il n'y a pas de formation particulière pour exercer le métier de valoriste. Il faut simplement s'intéresser au réemploi et être un peu bricoleur.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



COMMERCE & RELATION CLIENTS

Commercial / « On se lève en se disant qu'on fait la révolution énergétique » / **22**

Téléconseillère / « Un métier d'écoute et de conseil » / **23**

Vendeuse dans un magasin bio / Au cœur d'une communauté / **24**



Commercial

« On se lève en se disant qu'on fait la révolution énergétique »

Grégory, 31 ans, est salarié d'Enercoop, la coopérative d'énergie renouvelable. Il nous raconte son quotidien.

« **L**e métier de commercial, c'est de l'humain, des contacts, ça s'apprend sur le terrain », déclare d'entrée de jeu Grégory, responsable du développement au service commercial professionnel d'Enercoop, à Paris. Son métier, Grégory l'a découvert un peu par hasard. Après un passage à la fac non concluant, il rejoint l'entreprise familiale de courtage en assurance. « J'ai mis un costume, pris ma valise et mes prospectus, pour aller convaincre des gens de souscrire des mutuelles pour les animaux », se souvient-il. Et c'est le coup de cœur : « personne ne m'avait jamais dit à l'école que j'aimais parler et convaincre. Je me suis rendu compte que je m'éclatais quand je parlais avec des gens ».

Parallèlement à cette découverte, Grégory s'engage dans la cause environnementale : Greenpeace, WWF, etc. « On faisait de la radio, on parlait écologie. Avec le WWF, j'allais dans les écoles, expliquer le réchauffement climatique », raconte-t-il. En 2007, son association, Projet Rosalie solaire, lui fait découvrir Enercoop.

« C'est important de porter un projet auquel on croit »

En septembre 2008, il intègre la coopérative d'alors 8 salariés, qui vend de l'électricité issue de l'énergie renouvelable. Le poste parfait qui allie son intérêt pour le commercial et sa passion pour les questions environnementales. Sept ans plus tard, il est toujours aussi enthousiaste : « On se lève le matin en se disant qu'on fait la révolution énergétique en France. C'est important de porter un projet auquel on croit, qui a du sens ».

Désormais, Grégory s'occupe d'un côté des grands comptes et des collectivités, qu'il doit convaincre d'adhérer à Enercoop, et de l'autre de la coordination du réseau de commerciaux sur tout le territoire [Enercoop dispose de 9 coopératives régionales, ndlr]. Moins de contact direct avec les clients, plus d'accompagnement, mais toujours

66
Quand on veut changer de paradigme, de modèle de société, il faut remettre à plat les aspects sociaux.



la même motivation : « quand on vend Enercoop, on vend un projet de société. Notre raison d'être, c'est de développer l'énergie renouvelable ».

Salarié et sociétaire

En effet, quand il arrive chez Enercoop, Grégory découvre également le monde de la coopérative. « Quand on veut changer de paradigme, de modèle de société, il faut remettre à plat les aspects sociaux. On peut faire du bio à l'autre bout de la planète avec des salaires de misère... mais ça n'a pas de sens. Dans le domaine de l'énergie, c'est pareil », détaille-t-il. « Ici, nous avons un socle coopératif sur lequel on a posé une boutique d'électricité verte ».

Enercoop est une coopérative dont l'objectif premier n'est pas le bénéfice. « Nous ne sommes pas des facturiers de l'énergie », insiste Grégory. Les salariés sont également sociétaires et peuvent, à ce titre, prendre part aux grandes orientations stratégiques de la coopérative. A tel point qu'ils sont nombreux à s'engager en bénévoles, en dehors des heures de travail.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour travailler dans le commerce, des formations existent du niveau bac au niveau bac +5. Sans diplôme particulier, une expérience dans la vente et une motivation peut être valorisée.

Téléconseillère

« Un métier d'écoute et de conseil »

Maud, 26 ans, est téléconseillère au sein de la mutuelle APICIL. Un rôle d'écoute et de conseil qu'elle prend très au sérieux et dans lequel elle s'épanouit. Rencontre.

Un problème avec le remboursement d'une consultation ? Une question sur une prise en charge hospitalière ? Une information sur un contrat ? Et vous téléphonez immédiatement à votre mutuelle ! A l'autre bout du fil, un téléconseiller ou un(e) chargé(e) de relation clientèle, comme on les appelle aussi, va répondre à toutes vos questions.

Sourire même au téléphone !

« Je suis la première personne à qui l'adhérent parle, son tout premier contact avec la mutuelle, souligne Maud, d'où l'importance de lui faire bonne impression. Le sourire est toujours de mise, même au téléphone ! » A elle, de conseiller au mieux et le plus rapidement possible l'adhérent.

A la différence d'un télévendeur, Maud gère les appels entrants (sans faire de démarchage) en répondant uniquement aux questions concernant la santé et la prévoyance. D'autres téléconseillers d'APICIL sont spécialisés en épargne, ainsi qu'en mutuelle d'entreprise. « Comme chaque demande est différente et que la réglementation change régulièrement, le métier est vraiment varié et j'apprends tous les jours ».

Si elle passe la plupart de ses journées, devant un ordinateur, casque téléphonique sur la tête, la jeune femme intervient aussi en renfort dans d'autres services pour diverses tâches : relecture de courriers, mise en place de contrats... « Le reporting avec mes supérieurs est également important, pour améliorer continuellement le service client ».

Écouter et conseiller

Maud résume son job, comme « un métier d'écoute et de conseil avant tout. Il faut comprendre la situation et les besoins de notre interlocuteur. Cela suppose d'avoir un bon sens relationnel, de se montrer disponible et de faire preuve d'empathie. Nul besoin de connaître tous les systèmes de

protection sociale, l'entreprise nous forme en interne. En revanche, une première expérience dans le téléconseil ou la vente est toujours un plus ».

Auparavant, Maud avait déjà travaillé comme téléconseillère, dans la vente de paraboles puis dans le dépannage. « Mais le métier est différent au sein d'APICIL et plus spécifiquement dans l'ESS : plus que dans tout autre secteur, il faut avoir le sens du service car l'humain est réellement au cœur de la démarche ! Je me souviens qu'avant le début de mon contrat, je devais subir une opération, je pensais alors, ne pas être embauchée, mais le recruteur d'APICIL m'a répondu qu'il pouvait attendre ! Dans un autre secteur, l'employeur aurait sélectionné un autre candidat, disponible immédiatement ».

Se sentir utile

« Ce qui me passionne dans ce métier, c'est justement le contact humain. Chaque jour, je jongle avec les émotions et avec l'humeur des personnes qui nous appellent. Et puis, j'aime me sentir utile : je ne suis pas là pour vendre mais pour conseiller et apporter une réponse ».

Maud l'affirme : « j'ai trouvé ma place ». Si bien qu'elle se projette facilement dans quelques années : « les possibilités d'évolution sont si nombreuses ! Je pourrais monter en grade et devenir chef d'une équipe ou m'orienter dans un autre service pour devenir gestionnaire ou commerciale. C'est un métier transverse qui ouvre beaucoup de portes ».

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir téléconseiller, il est conseillé de faire une formation en vente/commerce de niveau bac à bac +3.



Vendeuse dans un magasin bio

Au cœur d'une communauté

Julie, 28 ans, est salariée d'une Biocoop parisienne : un magasin bio ayant un statut de coopérative.

Rejoindre un commerce bio parisien, la jeune femme ne l'a pas fait à la légère. Son choix a été murement réfléchi : « *A la recherche d'un emploi, j'ai choisi de me tourner vers cette enseigne, car je me retrouvais dans cette manière différente de consommer* », explique Julie.

Pendant ses études, elle a travaillé dans une grande chaîne internationale. « *Cela n'avait rien à voir. Mon emploi actuel est très orienté par des valeurs, l'aspect humain est au cœur de mon quotidien, que ce soit avec les autres salariés ou les clients.* » Aujourd'hui, elle ne se voit plus travailler que dans ce type de structure : « *je dois me sentir à l'aise avec les valeurs et l'énergie quotidienne* », explique-t-elle.

Une quinzaine de salariés

Employée polyvalente au sein du magasin, Julie est notamment chargée du développement du rayon traiteur, avec la mise en avant des produits à la coupe, mais aussi de diverses tâches : heures en caisse, soutien à la mise en rayon, suivi de l'étiquetage, gestion des déchets, etc.

La structure, lancée il y a environ un an, a un statut coopératif : il s'agit d'une SCOP, créée par 5 anciens salariés de magasins bio. « *Les 5 salariés-sociétaires sont les créateurs du projet. Ils sont au quotidien dans le magasin, à nos côtés* », raconte la jeune femme. Au total, une petite quinzaine de personnes s'activent pour faire vivre le lieu.

« Nous travaillons ensemble, pour que tout profite au magasin »

C'est le deuxième magasin bio du réseau dans lequel Julie travaille. Le précédent n'avait pas un statut coopératif : c'était une SA, dont le gérant possédait plusieurs magasins à Paris. « *Il y avait une réunion mensuelle, où on nous expliquait les décisions prises et comment on allait les mettre en place. A l'inverse, dans la SCOP, la réflexion s'inscrit dans le quotidien. L'équipe est mobilisée et fait vivre les projets. Par exemple, en ce moment, nous essayons de pouvoir recycler nos cartons grâce aux fournisseurs qui viennent nous livrer.*



Nous travaillons ensemble, pour que tout s'accorde et profite au magasin.



Toute l'équipe est impliquée. Nous travaillons ensemble, pour que tout s'accorde et profite au magasin.

Et, à titre personnel, elle apprécie de voir évoluer le magasin, ses activités et ses projets. A moyen terme, si elle en a l'opportunité, elle trouverait intéressant de pouvoir devenir sociétaire de la SCOP : « *Pouvoir être impliquée dans les prises de décision donne une autre ampleur au travail au quotidien* », affirme Julie.

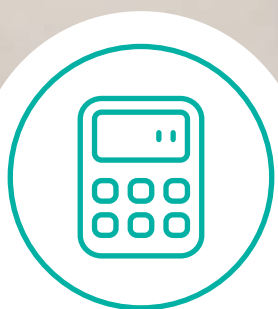
« Un petit lieu de vie commune »

Pour le moment, elle continue à faire vivre ce « *petit lieu de vie commune au fort ancrage local* », qui associe clients du quartier, habitués, mais aussi touristes de passage. « *J'aime échanger avec chacun, avoir à l'esprit que venir faire ses courses représente aussi un moyen de réfléchir à la manière dont on consomme en France ou en Europe !* ». En effet, au quotidien, elle a l'occasion de sensibiliser des clients, choisir un fournisseur proposant des produits plus respectueux... ou d'apprendre : « *le lien avec les clients est fort : à la fois on apporte beaucoup, et ils nous apportent beaucoup.* » Conseils sur les produits, échanges : une communauté s'est créée !

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir vendeur, des formations vente/commerce sont possibles, de niveau CAP à bac +2. Une première expérience dans la vente ou une grande motivation peuvent suffirent.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



GESTION & ADMINISTRATION

Accompagnatrice de coopératives d'habitants / « Une démarche d'éducation populaire » / 26

Coordinateur de colonies de vacances / Défendre l'accessibilité au sport et à la culture / 27

Chargée de développement commercial / « Aider les entreprises à développer une consommation responsable » / 28

Chargé de mission service civique / Un poste aux frontières nouvelles / 29

Responsable d'épicerie solidaire / Un métier d'accueil, au-delà de l'aide alimentaire / 30

Directeur d'EHPAD / Un quotidien d'équilibriste au service de la bientraitance / 31

Responsable administrative et financière / « Ne pas m'investir dans une entreprise qui abîme l'homme ou la nature » / 32



Accompagnatrice de coopératives d'habitants

« Une démarche d'éducation populaire »

Audrey, 31 ans, aide au montage de ces projets qui envisagent le logement d'une manière sociale, démocratique et écologique. Un rôle d'accompagnateur qui tend à se développer.

Une coopérative d'habitants ? Qu'est-ce donc que cet étrange objet ? « *Plusieurs ménages s'associent au sein d'une société coopérative, dont ils achètent une ou plusieurs parts, pour gérer démocratiquement un ensemble d'habitations. C'est la société qui détient les logements et investit. Individuellement, les habitants sont locataires et payent un loyer* », explique Audrey qui aide au montage de ces projets au sein de l'association lyonnaise Habicoop.

Contre la spéculation immobilière

Les intérêts de ce système sont multiples : outre l'aspect démocratique des coopératives d'habitants, celles-ci ont vocation à lutter contre la hausse des loyers causée par la spéculation immobilière et donc de favoriser la mixité sociale. « *Pour pouvoir habiter dans la coopérative il suffit d'acquérir au moins une part, dont le prix unitaire est souvent assez bas. Les moins aisés peuvent donc avoir accès à ces logements puisque c'est bien la coopérative et non les résidents qui portent les investissements* », explique la jeune femme.

Une démarche « d'éducation populaire »

Titulaire d'un master II en économie sociale et solidaire, Audrey, est arrivée chez Habicoop il y a trois ans. D'abord par le biais d'un stage, puis d'un contrat de professionnalisation (master aménagement du territoire et urbanisme) avant d'être embauchée en CDI. Si le modèle de la coopérative d'habitants est séduisant, difficile de nier qu'il demande un véritable investissement en temps, et des compétences que tout le monde n'a pas. C'est là qu'intervient Audrey. Elle accompagne ainsi les groupes qui souhaitent monter leur coopérative : « *Je suis là du début du projet, jusqu'à un an après l'emménagement.* » La jeune femme aide notamment à faire sortir les logements de terre : « *Tout le monde ne s'y connaît pas en BTP, ne sait pas quels sont les matériaux à utiliser. Tout le monde*

ne sait pas comment traiter avec un architecte. » Audrey insiste néanmoins sur un point : jamais elle ne décide pour le groupe. « *Mon rôle est de leur expliquer leurs options. Je suis dans un rôle d'éducation populaire* », dit-elle.

L'accompagnatrice a également un rôle en ce qui concerne le montage financier des projets, notamment les partenariats avec les collectivités territoriales, les bailleurs sociaux. D'autre part, elle apprend également aux habitants à prendre des décisions ensemble, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique.

Habicoop a monté le tout premier projet de coopérative d'habitants, le Village Vertical (à Villeurbanne, près de Lyon). Cela a pris 8 ans – une durée relativement longue car il s'agissait d'une première. La durée du montage de projets aujourd'hui est plutôt évaluée à 5 ans – et les résidents ont investi les logements en juin.

Un véritable engouement

« *Tous les deux jours, un groupe nous appelle pour monter sa coopérative d'habitation, nous ne pouvons plus faire face à la demande* », explique la jeune femme. A peine voté, ce statut a créé un véritable engouement. Chez Habicoop, elles ne sont que deux salariées pour suivre 10 projets. L'association travaille également à la mise en place d'une formation pour professionnaliser d'autres accompagnateurs de projets dans toute la France, et permettre le développement de cette activité.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour travailler dans le secteur du logement, des formations liées à l'économie sociale ou à l'immobilier peuvent être utiles.

Coordinateur de colonies de vacances

défendre l'accessibilité au sport et à la culture

Abdelhak, salarié de l'UCPA, gère les colos d'Ile-de-France. Un métier dans lequel il s'épanouit car il y défend l'accessibilité au sport et à la culture pour tous.

A 26 ans, Abdelhak porte déjà beaucoup de responsabilités sur ses épaules. Coordinateur de projets à l'UCPA, l'Union nationale des centres sportifs de plein air, une association qui propose des séjours sportifs, gère des espaces sportifs de proximité et forme au BAFA et au BAFD, il « gère toutes les colos d'Ile-de-France, hors bases de loisirs ».

Concrètement, cela signifie qu'il cherche des établissements pouvant accueillir des colonies, passe des conventions avec eux, puis recherche une équipe de direction, avec laquelle il va définir un programme. « A Paris, nous avons une forte demande sur la glisse urbaine, et de nombreux équipements qui le permettent », donne-t-il comme exemple. Dans un château, il proposera une thématique « manoir hanté ».

« L'UCPA m'a fait confiance »

Le jeune homme compte également parmi ses missions l'accompagnement de collectivités pour proposer une formation BAFA et BAFD de proximité et accessible. Il participe par ailleurs à l'organisation d'événements ponctuels, comme, par exemple, l'opération Ville Vie Vacances avec la préfecture de police de Paris. « Je manage entre 3 et 20 personnes suivant les périodes de l'année », précise-t-il. Le jeune homme est arrivé dans l'association il y a cinq ans : en contrat d'apprentissage pour obtenir un BPJEP activités physiques pour tous, une formation d'animateur sportif. « Très rapidement, l'UCPA m'a fait confiance sur la direction de centres urbains de proximité et la direction d'événements ponctuels, comme les patinoires en hiver ». « Je me suis rapidement positionné sur des postes à responsabilité, avec du management », précise-t-il.

« On est là pour des convictions personnelles »

« On est là pour réussir à créer une équipe d'animation, avec un management efficace pour que tout rentre dans les clous », détaille Abdelhak. S'il est arrivé à l'UCPA un peu par hasard, l'association l'a depuis « accroché par ses valeurs ». « C'est grâce à elles que je me sens bien dans la structure aujourd'hui ». Sport-passion, accessibilité au sport et à la culture pour tous : « Les gens qui sont là le sont pour les mêmes raisons. Mes deux principaux collègues sont devenus des amis proches ».

L'accessibilité lui tient à cœur : « J'ai eu dans mon parcours des moments où on partait entre nous, sans ouverture à l'autre. Et sans accès à tous les sports, non pas pour des raisons financières, mais parce que j'étais à la campagne », détaille le jeune homme. S'il n'oublie pas la précarité du secteur et les faibles rémunérations, il les balaie rapidement : « Si on est là, ce n'est pas pour le salaire, mais pour des convictions personnelles ! »

Et son expérience professionnelle lui a même donné envie d'aller plus loin : « L'UCPA m'a permis d'être au cœur d'une association, de voir comment ça fonctionne. C'est ce qui m'a donné envie de continuer à défendre mes valeurs sur un autre créneau », explique Abdelhak. Sur son temps privé, il est président d'une association de coaching pour les jeunes, qui défend « l'art d'agir ensemble ». « On propose des ateliers d'échanges, de rencontres avec des jeunes de Montréal, une sensibilisation aux premiers secours, etc. Je reste sur des valeurs qui me tiennent à cœur », souligne-t-il.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour travailler dans l'animation jeunesse, le BAFA peut être demandé. Pour travailler dans la coordination de programmes comme Abdelhak, il faut avoir une bonne expérience dans la gestion de projets.



Chargée de développement commercial

« Aider les entreprises à développer une consommation responsable »

Yakelin. 31 ans, met en place une nouvelle activité au sein d'Artisans du Monde : développer les partenariats avec les entreprises et sensibiliser leurs salariés à la consommation durable et solidaire.

Pour Yakelin, 6 ans d'expérience professionnelle au compteur, un emploi dans le commerce équitable est une première. Après une école de management, la jeune femme a travaillé trois ans dans une start-up spécialisée dans l'intelligence économique. « *Je travaillais sur l'e-réputation. J'écrivais des audits pour les grandes entreprises* », explique-t-elle. Un changement de stratégie l'amène à quitter cet emploi.

« J'aide les entreprises à développer une consommation responsable »

Après un engagement associatif bénévole, elle décide de rejoindre une entreprise à fort impact. Depuis deux ans, Yakelin est en CDI chez Artisans du Monde Paris. Une Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) cofondée par les trois boutiques parisiennes pour mutualiser leurs activités commerciales et développer l'offre pour les acteurs publics et privés.

Ses missions sont variées : convaincre les entreprises d'intégrer le commerce équitable dans leurs actions, sensibiliser leurs salariés aux plus-values du commerce équitable, gérer l'aspect commercial de ces relations. « *J'aide les entreprises, mais aussi les associations et les collectivités territoriales, à développer une consommation respectueuse de l'environnement et de l'humain. Je travaille avec des responsables développement durable et des comités d'entreprise* », précise Yakelin.

Travailler avec les militants

Dans une stratégie de diversification, Artisans du Monde propose des ateliers de sensibilisation à destination des salariés. « *En juin dernier, nous avons organisé une animation ludique, avec un quiz, pour les salariés de Publicis* », raconte Yakelin. Ces interventions se révèlent utiles car beaucoup de professionnels ne savent rien ni du commerce équitable ni de la variété des produits disponibles. « *J'ai informé de nombreux délégués régionaux de la Poste sur*

nos coffrets cadeaux. Cela les intéressait mais ils ne nous connaissaient pas », explique-t-elle.

Si Artisans du Monde Paris ne compte que trois salariés, la coopérative s'appuie sur une centaine de bénévoles pour faire fonctionner ses boutiques. Le poste de Yakelin exige de savoir travailler avec ces militants de terrain. « *Je suis amenée à les mobiliser pour animer les ateliers de sensibilisation en entreprise par exemple. Ils en savent plus que moi sur le commerce équitable et sur nos produits mais n'ont pas toujours l'habitude d'intervenir en entreprise. On apprend les uns des autres* », précise Yakelin.

« Tout se décide de manière collégiale »

Peu familière du commerce équitable, Yakelin s'est pourtant très vite sentie à sa place chez Artisans du Monde. « *J'ai réalisé que nous partagions les mêmes valeurs avec mes collègues et les bénévoles* », explique-t-elle.

Habituée à un processus de décision classique, Yakelin a été surprise par le fonctionnement coopératif. « *Tout se décide de manière collégiale. C'est impressionnant !* » Le comité économique mensuel réunit une petite dizaine de personnes. Chacune d'entre elles a une voix, qu'elle soit cogérante, salariée ou bénévole. « *On peut passer trois heures à discuter d'un sujet et cela doit faire l'objet d'un consensus. Aujourd'hui, j'aurais du mal à me voir imposer des décisions sans concertation.* »

En rejoignant la coopérative, Yakelin a accepté de nouvelles conditions de travail : un salaire réduit de 40 % mais plus d'indépendance et la possibilité de travailler de chez elle. « *Avant je gagnais plus mais je n'avais pas le temps d'utiliser cet argent !* ».

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir chargé de développement commercial, il faut avoir un diplôme supérieur en commerce. Si vous souhaitez travailler dans le commerce équitable, une expérience (stage, volontariat) à l'étranger peut être appréciée.

Chargé de mission service civique

Un poste aux frontières nouvelles

Mathieu, 31 ans, est chargé de mission service civique chez Unis-Cité, l'association pionnière du service civique en France. Née en 1994, elle accompagne chaque année près de 3 600 jeunes.

Dans les bureaux d'Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes, l'ambiance est animée. Sous les commentaires amusés de ses collègues, Mathieu, l'un des plus anciens des 33 salariés, retrace ses huit années au sein de l'association. « *Je suis arrivé chez Unis-Cité en tant que volontaire, orienté par la mission locale* ». Après des études de géographie, son service civil (ex-service civique) lui ouvre de nouveaux horizons : il monte des projets en lien avec une communauté Emmaüs, des membres du réseau de Cocagne et la Ligue pour la protection des oiseaux. Au bout de 9 mois, une opportunité se présente et l'ancien volontaire devient coordinateur et salarié d'Unis-Cité Auvergne-Rhône-Alpes.

Les missions de Mathieu évoluent en même temps que l'association grandit. Après avoir créé l'antenne d'Unis-Cité en Bretagne, il devient l'un des premiers chargés de mission Service Civique en 2016. L'objectif derrière ce nom de poste vague : s'appuyer sur le savoir-faire d'Unis-Cité pour aider les structures locales à accueillir des volontaires. « *Des associations et collectivités prennent des services civiques mais ne savent pas trop faire. Ils font appel à nous !* », explique-t-il.

Former et accompagner les tuteurs

Mathieu et sa binôme forment chaque année plus de 1 100 tuteurs (des responsables de structures d'accueil). Ils accompagnent aussi des structures partenaires de manière plus individuelle : ils les aident dans la définition des missions des volontaires, leur expliquent la méthodologie de recrutement... « *On va accompagner ces structures tout au long de la mission. C'est un soulagement pour eux* », explique Mathieu.

Le jeune homme continue aussi à accompagner une cinquantaine de volontaires par an. « *Je suis présent à chaque phase, de leur sélection à l'après-volontariat. Je réalise des entretiens individuels.* » Avec ses collègues, ils organisent les formations civiques citoyennes. « *Pendant leur période d'engagement, les volontaires vont se former sur des théma-*

tiques bien plus générales que ce qu'ils font sur le terrain : la laïcité, le fonctionnement de la vie de la cité... »

« Il y a toujours de nouvelles choses à faire »

« *J'aime ce que je fais. Il y a toujours de nouvelles choses à faire. Aucune année ne ressemble à une autre !* » Le trentenaire, qui a « *la culture associative* », a conscience de l'utilité sociale de ses actions. Des jeunes viennent le voir bien après la fin de leur service civique. « *C'est incroyable tout ce que leur apporte cette expérience. Ça fonctionne !* ». Autre source de motivation pour Mathieu : plus de 20 ans après sa création, Unis-Cité a gardé sa capacité d'innovation. « *L'association offre de l'autonomie et de la place pour l'innovation tant que les idées de chacun sont cohérentes avec les valeurs de la structure.* » Le service civique connaît une forte croissance avec le soutien de l'Etat, les équipes d'Unis-Cité doivent sans cesse dénicher de nouvelles missions passionnantes pour les volontaires... Bref, Mathieu résume : « *Nous devons toujours nous réadapter.* »

Et les conditions salariales ? Un chargé de mission service civique touche un salaire d'environ 1850 € brut mensuel à son entrée en poste. « *L'autonomie compense le fait de ne pas être super bien payé* », ajoute Mathieu. « *Mais, au fur à et mesure, on a la possibilité d'évoluer au sein du réseau* ». Volontaire, coordinateur, fondateur d'une antenne régionale puis chargé de mission Service Civique... Mathieu sait de quoi il parle.

QUELLES FORMATIONS ?

Comme Mathieu, les expériences autour du Service civique ouvrent ensuite des portes pour progresser en interne.



Responsable d'épicerie solidaire

Un métier d'accueil, au-delà de l'aide alimentaire

Marie, 30 ans, est à la tête de l'épicerie solidaire Sol'Epi de Chevilly-Larue (Val-de-Marne). Une boutique où l'écoute et le dialogue permettent aux bénéficiaires de rebondir.

C'est en 2009 que l'épicerie solidaire Sol'Epi ouvre ses portes : une boutique d'apparence classique comme d'autres en ville, avec 80 mètres carrés de rayonnage, sur lesquels sont soigneusement rangés toutes sortes de produits : de la farine aux fruits et légumes, en passant par les boîtes de conserves ou les biscuits. Une cuisine, un espace atelier et des bureaux complètent ce spacieux local de 200 mètres carrés au total.

Pas une « épicerie du pauvre »

« Nous sommes aussi grand voire plus qu'une épicerie de quartier et nous proposons tous les articles que l'on trouve dans un commerce d'alimentation générale. Ici pas de produits périmés ou courts en date et un vrai choix, pas question d'être l'épicerie du pauvre ! » s'exclame la jeune femme. Les bénéficiaires qui sont envoyés par les services sociaux font leurs courses selon leurs envies et passent en caisse comme dans n'importe quelle supérette. « La différence, c'est qu'au moment de payer, ils ne règlent que 10 % du prix réel. De quoi leur permettre de rembourser un prêt ou des impayés, payer leur loyer, etc. ». Chaque mois, une cinquantaine de familles sont ainsi accueillies, pour une durée de trois mois environ.

En tant que responsable d'épicerie solidaire, Marie les accueille et leur présente longuement le concept de l'épicerie. « Cette première prise de contact avec les usagers me permet de tisser une relation de confiance, autour d'un café ou d'un thé. C'est aussi souvent l'occasion de dédramatiser l'accès à l'épicerie solidaire : montrer qu'un accident de vie, cela arrive, que nous ne sommes pas là pour juger, mais simplement donner un coup de pouce pour leur permettre de rebondir. »

Un métier polyvalent, enrichissant sur le plan humain

Si l'accueil constitue le cœur de sa mission, Marie se charge aussi de la gestion et de coordination du travail

66
Le contact humain est une
vraie richesse. Ce métier est l'occasion
de faire de belles rencontres.



des équipes, en encadrant 25 bénévoles et deux salariés. Sans oublier la gestion administrative et financière, « un aspect du métier moins passionnant certes mais stratégique pour l'épicerie, souligne Marie. Il faut parvenir à gérer au mieux les stocks, se fournir en denrées alimentaires au meilleur prix... » Enfin, sa fonction comporte aussi une partie de relations publiques pour faire connaître la structure, l'association qui la porte et trouver des partenaires.

« Aucune de mes journées ne se ressemble », confie la jeune femme. D'autant plus que l'épicerie veut aussi être un lieu de vie. Pour favoriser l'insertion sociale, des ateliers et des animations (cuisine ou socio-esthétique, informations sur le budget...) sont régulièrement proposés.

« Et comme il s'agit d'une petite structure, il faut être polyvalent, réactif et savoir s'adapter pour mener à bien chaque projet ». Autres qualités requises : le sens de l'organisation, de l'écoute et faire preuve d'empathie tout en gardant une certaine distance. « Que ce soit avec les bénévoles ou le public que l'on accueille, le contact humain est une vraie richesse. Ce métier est l'occasion de faire de belles rencontres, conclue Marie. Après leur passage, certains usagers deviennent même bénévoles à l'épicerie ! »

QUELLES FORMATIONS ?

Compétences en gestion mais aussi en relations humaines : il n'y a pas de formation type pour devenir responsable d'une épicerie solidaire. De nombreux parcours sont possibles !

Directeur d'EHPAD

Un quotidien d'équilibriste au service de la bientraitance

Frédéric dirige une maison de retraite associative. Son quotidien ? Bien accueillir les « aînés », tout en respectant un budget tiré au cordeau.

Le quotidien de Frédéric, 37 ans, est bien rythmé. Il dirige depuis quatre ans un Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de 27 résidents géré par l'Association Hospitalière de la Vallée de l'Orne, en Lorraine.

« Mes missions sont très diversifiées car je dois faire connaître mon établissement au grand public, en assurer la bonne réputation et garantir le respect de nos objectifs financiers tout en proposant un accueil de qualité à nos résidents », explique le jeune directeur, passionné par sa fonction d'équilibriste. « On parle des maisons de retraite uniquement quand il y a un problème, un décès, poursuit-il. Je dois donc convaincre et rassurer en permanence. » Mais évidemment, pour cela, il doit travailler en amont : « bien entendu, je dois m'assurer qu'il n'y ait pas d'accident ! », explique-t-il.

« Je connais les gestes qui soulagent, les mots qui font du bien »

Si diriger un EHPAD n'a pas été sa première vocation, il n'en était pas si loin... Frédéric a commencé sa carrière comme ergothérapeute dans un établissement public. Il voulait soigner, aider les gens qui traversent une période difficile et les aider à se reconstruire.

Progressivement, il a gravi les échelons et est devenu directeur d'EHPAD : « C'est un vrai atout pour moi d'avoir été soignant puis cadre de santé. Je peux parler concrètement de bientraitance avec mes équipes, je sais combien de temps il faut pour donner un bain dans de bonnes conditions, je connais les gestes qui soulagent, les mots qui font du bien. »

« Nous ne cherchons pas à enrichir qui que ce soit »

Cette connaissance du terrain permet aussi au directeur d'être crédible auprès du Conseil d'Administration de l'association gérante, qui définit la politique de la maison de retraite. Développer une animation d'art-thérapie, ouvrir de nouvelles places ou construire un bâtiment...

66

J'ai choisi de travailler dans une structure associative car nous avons une plus grande liberté de gestion, les liens hiérarchiques sont beaucoup plus légers.

99

toute décision exige de convaincre le CA. « J'ai choisi de travailler dans une structure associative car nous avons une plus grande liberté de gestion, les liens hiérarchiques sont beaucoup plus légers et le bien-être des résidents est notre préoccupation principale, nous ne cherchons pas à enrichir qui que ce soit », explique-t-il.

Principal défi de la profession : accompagner au mieux des personnes de plus en plus âgées et dépendantes. Pas si facile quand les financements se font rares... Motiver les équipes malgré tout, développer des projets à petit budget pour que les résidents se sentent « chez eux », voilà son exercice de funambule quotidien.

QUELLES FORMATIONS ?

Généralement, les directeurs d'EHPAD détiennent un Certificat d'Aptitude à la Fonction de Directeur d'Établissement Social et médico-social (CAFDES), un diplôme de niveau I qui se prépare en trois ans dans un IRTS (Institut Régional du Travail Social). Il existe également des formations universitaires (DU ou troisième cycle).



Responsable administrative et financière

« Ne pas m'investir dans une entreprise qui abîme l'homme ou la nature »

Céline est responsable administrative et financière pour Rejoué, une association qui donne une seconde vie aux jouets. A 35 ans, elle exerce son métier avec le goût de faire « *quelque chose qui a du sens* ».

« **J'** ai su très tôt que je voulais m'engager dans les filières de l'économie solidaire », raconte Céline. Après un Deug AES (administration économique et sociale) puis une licence en économie, elle intègre l'école 3A, école du développement responsable et international à Lyon [et qui vient d'ouvrir une antenne à Paris] et choisit une spécialisation en finance. « *Je me suis dit qu'avec cette spécialité, je pourrais plus facilement intégrer une structure de l'économie sociale et solidaire et avoir des postes à responsabilités, piloter une société. Je ne me suis jamais sentie en accord avec les valeurs des entreprises classiques et même si j'aurai pu gagner plus d'argent ailleurs, l'argent n'a jamais été mon leitmotiv. Dans ce secteur, il ne faut pas s'attendre à gagner 5 000 € par mois* », précise la jeune femme.

Son diplôme en poche, Céline trouve son premier job « *rapidement, en quelques semaines seulement* » et intègre l'ONG Tech-Dev, une association de solidarité internationale qui vient notamment en appui aux entrepreneurs africains. Elle fait ensuite un passage à la Nef, la coopérative de finances solidaires. Après cela, elle entre chez France Active en tant que chargée de mission Financement des entreprises sociales et solidaires, devient ensuite directrice adjointe chez Envie et réalise le lancement de l'activité industrielle de tri mécanisé de déchets d'équipements électroménagers. « *Le fil conducteur de mon parcours professionnel, c'est de ne jamais avoir fait le choix de m'investir pour une entreprise qui abîme l'homme ou la nature* », souligne Céline.

« Un véritable challenge »

Depuis fin 2013, elle est responsable administrative et financière du mécénat pour Rejoué. Actrice du réemploi de jouets en Ile-de-France, la structure embauche 15 personnes en chantier d'insertion. « *Mes missions ? Créer et contrôler l'activité à travers des outils de gestion économique et financier (prévisionnel, plan de trésorerie) ainsi que la collecte de fonds.* »

Il y a beaucoup à faire auprès des personnes âgées et beaucoup de souffrance.

Sur ce créneau-là, le défi est de taille : « *Chaque année, il faut aller chercher 250 000 € de subventions car nous sommes une petite structure. C'est un véritable challenge de s'engager dans une association créée il y a 3 ans et dont le modèle économique est encore fragile. C'est en même temps stressant et stimulant.* »

L'ESS, un secteur créatif et dynamique... mais de plus en plus concurrentiel

Avec 2 200 € net par mois, Céline est aujourd'hui épanouie dans son poste qu'elle juge « *très complet et valorisant* ». D'ici 5 ans, elle se voit diriger une structure ou bien partir dans le secteur social. « *Il y a beaucoup à faire auprès des personnes âgées et beaucoup de souffrance* », estime la jeune femme. « *Le secteur de l'ESS est de plus en plus concurrentiel. C'est bien parce qu'il est dynamique et créatif et en même temps, les places sont de plus en plus chères* ».

QUELLES FORMATIONS ?

Ecole de commerce, formation en gestion, en management ou en finances : de nombreuses formations ouvrent les portes vers les postes de RAF ou de DAF, très recherchés dans l'ESS.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



HOTELLERIE & RESTAURATIONS

Commis de cuisine / « S'épanouir dans le contact humain » / **34**

Cuisinier pour un traiteur éthique / Le goût de l'engagement ! / **35**



Commis de cuisine

« S'épanouir dans le contact humain »

Mathieu, 24 ans, est commis de cuisine au sein du foyer de jeunes travailleurs de Saint-Amand-Montrond (Cher). Le jeune homme apprécie les contacts avec les pensionnaires et la stabilité des horaires.

« Dans le secteur, on dit souvent que travailler dans la restauration collective, c'est réservé aux fins de carrières. L'idée reçue est que ce sont des emplois "trop calmes" par rapport à ceux de la restauration classique. Moi, je ne suis pas d'accord : ce n'est pas mal de commencer sa carrière par cela. Ça permet de s'épanouir dans le contact humain ! » Tel est le bilan de Mathieu après trois ans au poste de commis de cuisine au sein du foyer de jeunes travailleurs de Saint-Amand-Montrond (Cher).

« Avant, je ne voyais pas les gens »

Titulaire d'un BEP hôtellerie et d'un brevet professionnel cuisinier, le jeune homme officiait auparavant dans un restaurant semi-gastronomique à Tours. « J'avais envie de changer. L'ambiance ne me plaisait plus. Je suis donc rentré à Saint-Amand-Montrond, où vit ma mère, avec l'objectif premier de passer mon permis. »

C'est via la Mission locale que Mathieu se voit proposer une place au FJT, où il est recruté en emploi d'avenir. Un nouvel emploi bien différent de l'ancien. « Ce n'est pas du tout la même chose. L'un des avantages que j'y vois, c'est que contrairement à la restauration classique où l'on fait des horaires de fou, je dispose de mes week-ends et d'heures régulières. Pour la vie de famille, c'est plus simple. Et puis, la pression est également moins forte. »

L'espace de restauration du FJT est un self, avec service à l'assiette. Mathieu apprécie cette configuration, qui lui permet le contact avec les jeunes travailleurs du foyer. « Certains sont très sympas, et nous avons à peu près le même âge ! Dans mon ancien travail, j'étais enfermé dans la cuisine, je ne voyais pas les gens », dit-il. Une journée type de Mathieu se déroule ainsi : « Le matin, je prépare le petit déjeuner qui est ouvert de 7 heures à 8 heures 30. Ensuite, je file en cuisine pour préparer le repas du midi. Ma journée finit à 14 heures. »

Un poste qui permet de « toucher à tout »

Au FJT de Saint-Amand-Montrond, les repas sont fabriqués sur place. L'équipe se compose d'un chef de restauration, et de deux commis de cuisine, Mathieu et Valentine. Comme lui, la jeune femme d'un an son aînée a été recrutée en emploi d'avenir. « Pour cuisiner, nous n'utilisons pas de produits tout faits. Tous les matins, les fournisseurs viennent nous livrer. Ce qui est également intéressant, c'est que nous tournons sur les différents postes, ça permet de toucher un peu à tout et de ne pas nous ennuyer », indique le jeune homme. « Depuis un an, je suis sur "le chaud", c'est à dire que je confectionne les plats chaud que l'on sert en plat principal. Il y a également une pièce froide où l'on prépare les entrées et les desserts », ajoute-t-il.

Et l'étape suivante ? « Mon contrat se termine en mai, et j'aimerais beaucoup qu'il soit reconduit, mais je ne sais pas encore si cela sera le cas », dit Mathieu. Pour le directeur du foyer, Jérôme Pascaud, « l'équipe de restauration fonctionne très bien », et il souhaiterait pérenniser les postes... à condition pour cela de parvenir à trouver des aides, le budget du FJT étant très limité. En tout cas, pour Mathieu, une chose est sûre : il ne souhaite pas retourner dans la restauration classique. « Je suis père d'un petit garçon, avec ma copine que j'ai rencontrée au foyer, et je tiens à préserver ma vie de famille. Si j'étais contraint de trouver autre chose, je pourrais par exemple envisager de travailler dans une maison de retraite, car j'apprécie le contact avec les personnes âgées ! »

QUELLES FORMATIONS ?

Le commis de cuisine est classiquement un poste de débutant dans l'hôtellerie restauration. Si certains entrent sans diplôme, la majorité ont un CAP cuisine, un BEP ou un Bac Professionnel dans le secteur. A noter que ceux qui visent spécialement la restauration collective pourront passer un Certification de Spécialisation dans le domaine (équivalent CAP).

Cuisinier pour un traiteur éthique

Le goût de l'engagement !

Jérémy, 27 ans, travaille comme cuisinier chez Té – Créateur d'instants. Il nous livre la recette de son quotidien: de bons produits, un zeste d'insertion et une pincée d'écologie. Rencontre.

Au menu ce jour-là, 500 bouchées nordiques à réaliser. Sur du pain, Jérémy pose de la crème de ciboulette et une tranche de saumon. Les gestes s'enchainent précis et rapides. « *Je suis minutieux, j'aime bien réaliser les pièces cocktail, faire des découpes précises. C'est ce qui me plaît dans le travail de traiteur. En plus, je fais une journée en continu. Les horaires sont plus simples à gérer que dans la restauration.* » Ces canapés seront livrés à des mairies ou à des entreprises d'Ile-de-France pour leur cocktail ou séminaire.

Toqué de cuisine !

« *Depuis que je suis tout petit, j'ai envie de faire ce métier. J'ai toujours vu ma mère cuisiner. Alors à la fin de la 3^e, je n'avais pas de doute, je me suis lancé* ». Jérémy intègre l'école Ferrandi, un établissement prestigieux à Paris qui forme les plus grands chefs.

Il obtient son BEP puis son bac pro. Il fait un an de plus pour se spécialiser comme employé traiteur. Une fois diplômé, le jeune chef multiplie les expériences : restaurant classique, établissement étoilé, traiteur et même maison de retraite.

Un traiteur engagé

Depuis un an et demi, Jérémy travaille pour Té – Créateur d'instants, une des entreprises d'insertion du groupe SOS. Créé il y a plus de 10 ans à Montreuil en Seine-Saint-Denis, ce traiteur propose les mêmes services et la même qualité qu'une structure classique. Mais ici, on a le goût de l'engagement. En plus du travail classique en cuisine, Jérémy forme des personnes en contrat d'insertion.

Ce sont des demandeurs d'emploi qui travaillent entre 4 mois et 2 ans dans l'entreprise. « *En ce moment, les membres de l'équipe ont entre 23 et 55 ans. Ce sont en général plutôt des femmes. Certains viennent de pays étrangers. Parfois, ils ne parlent pas très bien français. Du coup, il y a une vraie mixité. C'est très enrichissant.* »

66
Pour nos recettes, on privilégie
les produits de saison, ceux qui ont
été produits près d'ici.

99

Jérémy définit les tâches de chacun, montre les bons gestes. « *Parfois, quand ils arrivent, certains ne savent pas cuisiner, ne savent même pas tenir un couteau. C'est sympa de partager son savoir, de les voir évoluer. Le summum, c'est quand ils sont embauchés ailleurs. On se dit qu'on a réussi notre contrat. On est un tremplin pour les aider à trouver du travail.* »

Chasse au gaspi

L'entreprise est aussi engagée dans une démarche de développement durable. La plupart des légumes et des fruits sont issus de l'agriculture biologique. « *Pour nos recettes, on privilégie les produits de saison, ceux qui ont été produits près d'ici. On essaye de gâcher le moins possible. Par exemple, quand on fait des billes de pommes de terre ou de carottes pour un buffet, on utilise les restes des légumes découpés pour faire des purées* ». La démarche constitue un vrai plus pour Jérémy. « *Dans les restaurants classiques, on voit souvent le chiffre d'abord, on ne fait pas toujours attention aux gâchis.* »

QUELLES FORMATIONS ?

CAP, Bac Pro ou BTS : suivant le niveau et les envies, plusieurs parcours d'études peuvent mener derrière les fourneaux. Et il est même possible de débiter sans formation et de gravir progressivement les échelons.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



MEDIAS, COMMUNICATION & PARTENARIATS

Animateur en radio associative / Un métier aux multiples facettes / **37**

Webmaster / Informer pour mieux mobiliser / **38**

Animateur en radio associative

Un métier aux multiples facettes

Julien, 28 ans, est l'un des deux salariés de Radio Jeunes Reims. Une radio associative parmi les 700 existantes en France. Et un job qui demande une grande polyvalence, mais dans lequel il s'éclate.

« **J'** assure un flash d'information tous les jours, ce qui demande des reportages sur le terrain. J'ai aussi une émission sportive. Je suis responsable des bénévoles, soit une cinquantaine de personnes. Et puis, nous développons de plus en plus l'évènementiel. Nous avons récemment organisé une manifestation sur le foot et la citoyenneté, avec un tournoi pour les jeunes et une conférence ! » C'est indéniable, Julien est un véritable homme-orchestre. Depuis septembre 2013, il est salarié de RJR, une radio créée en 1988, dont la vocation est d'informer les jeunes sur les questions d'orientation professionnelle et d'emploi, mais également sur la vie locale. Cependant, ses liens avec la radio datent de 2009...

Dans un premier temps, le bénévolat

« J'ai toujours été attiré par le journalisme, notamment sportif. Quand j'étais gamin, j'étais fasciné par les commentateurs ! », explique Julien. C'est pourquoi, une fois sa licence d'histoire obtenue, à l'université de Reims, il enchaîne en s'inscrivant dans le nouveau master de journalisme européen que vient d'ouvrir l'établissement. Dans ce cadre, il a l'occasion de se faire la main dans les studios de RJR. Deux ans plus tard, Julien est correspondant pour le *Courrier Picard*, à Saint-Quentin (Aisne) lorsque la radio – dont l'équipe vient d'être renouvelée – le recontacte pour lui proposer de s'engager comme bénévole. Le jeune homme accepte, et s'implique tant que de fil en aiguille, il devient l'un des piliers de la radio (ils sont en ce moment deux salariés, avec le responsable d'antenne). « Quand je me lance dans une aventure, je le fais toujours à fond », s'amuse-t-il.

Grandir grâce à la radio

« La radio permet aux bénévoles de grandir en se formant. Les jeunes peuvent s'exercer en conditions réelles. C'est professionnalisant ! » En effet, une partie d'entre eux sont des

étudiants, notamment au sein du BTS audiovisuel du lycée Saint Jean Baptiste de La Salle. « Cependant, nous avons toutes sortes de bénévoles, de tous âges. Le plus jeune d'entre eux a 15 ans. Certains ne veulent pas en faire leur métier, mais sont des passionnés de radio. D'autres essayent de vaincre leur timidité. C'est amusant, on les voit changer ! », indique le jeune homme. Pour autant, le travail n'a rien d'amateur : « les auditeurs ont les mêmes exigences à notre rencontre que pour les autres radios. Certains bénévoles travaillent même plus que des salariés ! »

De belles initiatives

Autre atout de la radio ? Son statut associatif lui permet de bénéficier d'une côte de sympathie particulière auprès d'éventuels partenaires. « On nous regarde avec bienveillance, et l'on peut mettre en place de très belles initiatives. L'année dernière, nous avons organisé une émission avec le stade de Reims, et invité Paul, un collégien myopathique. Il est très fan de l'un des joueurs et a pu le rencontrer en studio, lui poser des questions en direct. C'est un super souvenir », se rappelle Julien.

Le jeune homme est engagé en contrat aidé (CAE-CUI) jusqu'au mois d'août 2014. Pour la suite, il a déjà plein d'idées : « j'ai une préférence pour la radio, mais je suis un touche-à-tout. Je veux rester dans le milieu médiatique car j'adore rencontrer les gens. » Avec un ami, il travaille à la création d'un magazine d'information sur le sport. On lui souhaite bonne chance pour ses projets !

QUELLES FORMATIONS ?

Certains animateurs percent sans formation, d'autres suivent un cursus dans une école de journalisme (niveau bac+5), d'autres encore des formations spécialisées dans des structures privées. L'essentiel : multiplier les expériences dans les radios associatives ou les web radios.



Webmaster

Informé pour mieux mobiliser

Brieg est chargé de faire vivre le site de la Croix-Rouge. Un job de touche-à-tout, qui nécessite polyvalence et réactivité.

A l'époque d'Internet, le site d'une association telle que la Croix-Rouge est une vitrine importante qui ne peut être négligée. Ce site doit être animé au quotidien, pour informer au mieux la presse, les professionnels, mais surtout le grand public et les potentiels donateurs. Faire vivre croix-rouge.fr, telle est la mission de Brieg, 32 ans, webmaster.

Brieg est plus précisément webmaster éditorial, un métier à cheval entre informatique et communication. « *Mon rôle est notamment de définir et placer les différents contenus qui vont apparaître sur le site* », explique-t-il. En coordination avec les différents services de l'association et les journalistes envoyés sur le terrain par la Croix-Rouge, il s'assure que les contenus répondent bien aux exigences éditoriales du web.

Édition, graphisme et développement

Le site doit refléter les actions de l'association au jour le jour, et d'autant plus lors d'événements humanitaires importants. Récemment, par exemple, lors du passage du cyclone PAM sur l'archipel de Vanuatu, durant le week-end du 13 au 14 mars, Brieg a actualisé le site depuis chez lui. « *Il fallait que l'appel à don Urgence Vanuatu apparaisse rapidement* », relate-t-il.

Mais Brieg ne fait pas que de l'édition. Les mains dans le back office, il travaille en lien avec les développeurs d'une entreprise externe, qui s'occupent de la partie technique et graphique du site. Il peut par exemple leur demander de modifier l'agencement de certaines rubriques ou d'ajouter des fonctionnalités au site. « *Le plus difficile est de réussir à bien exprimer ce qu'on veut* » explique-t-il. Il doit également veiller au bon référencement des contenus sur les moteurs de recherche.

Brieg est par ailleurs en charge des 200 sites Internet des différentes unités locales de la Croix-Rouge. Il encadre et assiste techniquement les webmasters de ces sites réa-

lisés soit avec un outil propre à l'association, soit avec WordPress. « *Je m'assure aussi qu'ils relaient bien les campagnes nationales* », souligne-t-il.

« Communication, collecte, actions : tout est lié »

« *Mon métier ne nécessite pas de connaître le développement à la perfection, mais je dois être capable de comprendre de quoi je parle* », pointe le webmaster. Brieg n'a d'ailleurs pas de formation en informatique. Il a fait des études en communication et sciences politiques à Lyon et Paris. Mais il a travaillé un temps pour une agence web. « *C'est à ce moment-là que je me suis familiarisé avec la partie technique du web* », rapporte-t-il.

« *A la fin de mes études, je savais que mon idéal de travail était d'éviter le secteur marchand* », raconte-t-il. Il a donc décidé de faire un stage au sein du service communication de la Croix-Rouge, et n'a pas hésité à rejoindre l'association quand l'opportunité s'est offerte à lui il y a trois ans. Brieg apprécie de pouvoir être, à sa manière, utile à la société. « *Même si je ne fais pas le travail des bénévoles ou des secouristes, tout est lié : une bonne communication est synonyme de bonne collecte, ce qui permet à l'association de développer de bonnes actions et de nouveaux projets* », glisse-t-il.

QUELLES FORMATIONS ?

Du niveau bac+2 (via un BTS Services informatiques aux organisations, un DUT métiers du multimédia et de l'internet ou encore un certificat d'école), au niveau bac+5 (via un master en création numérique ou information et communication), en passant par le niveau bac+3 (grâce à des licences professionnelles techniques de communication ou dédiées à la création multimédia), les possibilités sont nombreuses !

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



NATURE, ENVIRONNEMENT & ANIMAUX

Aide animalière en refuge / Un métier passion, une vocation pour les animaux / **40**

Animatrice maraîchage / Accompagner un groupement d'agriculteurs bio / **41**

Garde de réserve naturelle / « Mon masque de plongée
et je suis le plus heureux ! » / **42**



Aide animalière en refuge

Un métier passion, une vocation pour les animaux

Laura, 20 ans, consacre son quotidien à la protection des animaux. Elle travaille dans un refuge, une association qui dépend de l'économie sociale et solidaire.

« **J'** aime mon refuge. Il est comme une famille. D'ailleurs, certains chiens placés à l'adoption s'échappent parfois pour revenir parmi nous ! » La voix de Laura, 20 ans, déborde d'enthousiasme à l'évocation de son métier d'aide animalière à l'association des Amis des Bêtes, un refuge animalier d'Aix-les-Bains qui compte six salariés.

L'aide aux animaux : une vocation

Malgré son jeune âge, ses liens avec le refuge sont déjà anciens : « Tout a commencé quand j'avais 10 ans, ma mère était bénévole au refuge et m'emmenait avec elle tous les samedis et les mercredis. Je me suis énormément attachée à cet endroit et j'ai commencé à venir également les soirs de semaine ! ». Un attachement tel qu'en quittant l'école, il y a trois ans, Laura intègre le refuge comme salariée, d'abord par le biais d'un contrat aidé, le CUI-CAE (Contrat unique d'insertion – Contrat d'accompagnement dans l'emploi) pendant deux ans, puis en CDI. La jeune fille a appris sur le tas le métier qu'elle exerce aujourd'hui.

« Le matin, lorsque j'arrive, je fais le ménage, je nourris nos pensionnaires. L'après-midi, à partir de 14 heures, les bénévoles arrivent pour promener les chiens, et nous accueillons les gens qui souhaitent adopter un animal. » Le rôle de Laura est notamment d'expliquer à ces derniers l'histoire et les particularités de chacun d'entre eux. En tout, le refuge compte environ 190 chats, et une cinquantaine de chiens de toutes races. Mais n'est-ce pas un peu difficile de se séparer d'animaux dont on s'est occupés ? « Nous sommes heureux quand un animal est adopté », répond la jeune femme, qui regrette que certaines bêtes âgées ne trouvent parfois pas de foyer.

Secourir des bêtes traumatisées

Les chiens et chats accueillis sont des animaux abandonnés, jamais réclamés, ou encore de animaux retirés à leur famille ou à leur élevage pour maltraitance. Souvent

traumatisées, ces bêtes doivent être prises en charge. « Il faut être patient. On passe beaucoup de temps avec eux, on essaye de les rassurer, on leur parle », explique Laura. Le refuge a recueilli sept dogues du Tibet adultes et une dizaine de chiots après une tragédie. En 2011, dans un chenil de Maurienne, 61 chiens victimes de sévices sont découverts et saisis. Attachés, privés d'eau et de nourriture, ils étaient parfois nourris avec les dépouilles d'autres chiens décédés... « Les adultes étaient traumatisées. Nous avons mené un énorme travail et aujourd'hui, nous sommes heureux de le voir porter ses fruits : les chiens ne sont plus du tout craintifs », se réjouit Laura.

« Ce n'est pas le salaire qui me motive mais la passion ! »

Elle précise que le travail des Amis des bêtes consiste également à s'assurer que les candidats à l'adoption sont prêts à offrir de bonnes conditions d'accueil aux animaux. « Nous demandons beaucoup de renseignements. Le chien ou le chat est placé à l'essai chez ses nouveaux propriétaires pendant quinze jours, et ce n'est qu'à l'issue de cette période qu'un contrat définitif est signé ».

Les Amis des bêtes existent aujourd'hui grâce au soutien de la Fondation 30 millions d'amis, mais également grâce à des legs ou des dons de particuliers et adhérents. Des bénévoles se chargent de promener les chiens dans un parc prêté à l'association par un particulier. Laura, elle-même, est payée au Smic. « Ce n'est pas le salaire qui me motive, c'est la passion ! », explique celle qui se dit « très heureuse » dans son métier, et n'envisage pas une seconde de quitter le refuge.

QUELLES FORMATIONS ?

Pas besoin de diplôme pour intégrer un refuge en tant qu'aide animalier. Pour ceux qui souhaiteraient tout de même suivre un cursus, il est possible de se tourner vers les CAP agricole ou les BAC Pro animalier.

Animatrice maraîchage

Accompagner un groupement d'agriculteurs bio

Juliette, 23 ans, accompagne une centaine de maraîchers bio franciliens à travers des actions collectives et individuelles.

Pour sa première expérience, Juliette, 23 ans, n'a pas choisi le plus simple des défis : son métier consiste à répondre aux besoins et questions des maraîchers bio d'Île-de-France. « *Ce poste est très polyvalent !* », explique la jeune femme, animatrice au sein du réseau de la Fédération nationale de l'agriculture biologique (Fnab). Et pour cause, les demandes des maraîchers peuvent concerner aussi bien les plantings des cultures et des variétés, les innovations en maraîchage bio, l'achat de matériel, les problèmes de main d'œuvre, etc. Pas le temps de s'ennuyer !

Répondre aux besoins des maraîchers

Première étape : la visite de chaque ferme pour connaître le maraîcher, ses cultures, ses points faibles et ses points forts. « *Je suis celle de l'équipe qui est le plus en déplacement. Je fais facilement 300 km A/R dans la journée !* ». Selon les besoins identifiés, Juliette met en réseau les maraîchers. « *Si l'un d'entre eux a une problématique autour de la culture des choux-fleurs, alors je le mets en relation avec un maraîcher qui maîtrise la technique !* ».

Seconde étape : l'organisation de groupes d'échanges locaux – les « GEL » – des réunions pour rassembler les maraîchers d'un territoire. L'objectif : les amener à partager des solutions en s'appuyant sur leurs savoirs et leurs compétences. « *Dans ces groupes, on essaye d'avoir toujours quelques maraîchers anciens, avec plus de 10 ans d'expérience, pour épauler les jeunes installés* ». C'est aussi l'occasion de faire des commandes groupées de semences, de petit matériel agricole ou de plants.

Juliette organise des formations adaptées. « *Cela peut porter aussi bien sur la biodiversité, la fertilisation que sur la fonction employeur ou les gestes et postures pour préserver son corps* ». Juliette a la charge de la préparation de la formation : identification du formateur, validation du contenu pédagogique, logistique...

Entre autonomie et coopération

Très autonome, Juliette peut toutefois compter sur son équipe pour mieux répondre aux attentes des maraîchers. Le GAB Ile-de-France est constitué d'une quinzaine de salariés, dont des animateurs spécialisés. « *Quand je n'ai pas la réponse, je peux orienter vers un collègue ou me tourner vers ma coordinatrice technique* », explique Juliette. La jeune animatrice peut aussi compter sur un comité de pilotage composé de 4 maraîchers volontaires et d'un maraîcher référent.

L'équipe du GAB Ile-de-France mutualise aussi beaucoup avec les autres groupements locaux et régionaux, membres du réseau FNAB (la fédération nationale de l'agriculture bio). « *On monte une commission Grand Nord Est en ce moment pour mutualiser et développer des outils communs pour mieux accompagner les producteurs* ».

« Je sais ce que c'est de planter un chou ! »

Une grande majorité des 250 animateurs du réseau FNAB sont ingénieurs agricoles... Mais pas Juliette ! « *Plus que ma formation, l'équipe a apprécié mon profil car j'ai travaillé 7 mois dans une ferme maraîchère. A moitié ouvrière agricole, à moitié conseillère en AB, j'ai vraiment compris ce que c'était de planter un chou !* ». Avec sa formation Bac+3 alliant écologie et agriculture, elle ne manque jamais de donner des conseils pour préserver la biodiversité, comme l'installation d'un perchoir à buses ou d'une haie. Du haut de ses 23 ans, Juliette a aussi un caractère bien trempé, qui lui permet de se faire écouter et de s'imposer face aux agriculteurs lors des réunions et formations.

QUELLES FORMATIONS ?

Six écoles proposent aujourd'hui une formation – en alternance ou non - de niveau bac+5 pour devenir ingénieur agricole. On y entre après un bac S, STI ou STL. On peut également suivre un master pro spécialisé en agriculture, environnement ou agroalimentaire à l'université.



Garde de réserve naturelle

« Mon masque de plongée et je suis le plus heureux ! »

Clément, 32 ans, est un amoureux des fonds marins. Cette passion l'a guidé tout au long de son parcours, de sa licence à son poste de garde d'une réserve naturelle à Mayotte.



18 ans, je suis entré à la fac parce que j'étais passionné par la mer mais sans idée précise sur la suite. J'ai finalement fait neuf ans d'études ! »

Le jeune homme a débuté par une licence en sciences de la terre et de la mer à l'Université de Bordeaux 1 avant de se spécialiser rapidement en biologie et géochimie marine.

« Je ne suis pas capable de rester derrière l'ordinateur »

Des séjours en station océanographique organisés par la fac et des premiers stages l'orientent rapidement vers un métier de terrain. « J'ai réalisé un stage facultatif dès l'obtention de ma licence. Parcourant le littoral en quad, je recueillis des données précises sur la morphologie des plages pour évaluer leur tendance à l'érosion selon leur degré de fréquentation. J'ai besoin de concret. Cela peut être sur terre, sur mer ou sur une paillasse de laboratoire mais je ne suis pas capable de rester derrière l'ordinateur. »

Clément obtient son Master 2 et décide de poursuivre avec une thèse. Une expérience qui renforce son goût du voyage. « A la fois étudiant et salarié, j'ai mené pendant quatre ans des travaux de recherche sur l'étude des coraux fossiles. J'ai beaucoup aimé car j'étais amené à voyager pour tester de nouvelles machines et des outils dans différents laboratoires européens. »

Deux ans pour décrocher le poste idéal

Exigeant, le Docteur Clément met deux ans à dénicher un premier poste qui corresponde à ses attentes. « Je n'ai pas fait autant d'années d'études pour accepter n'importe quoi ! » Il quitte Bordeaux pour Mayotte et un poste d'auxiliaire scientifique au Parc naturel marin de l'île. Il y étudie les coraux, l'état de santé des récifs et des herbiers sous-marins et assure le suivi des mammifères marins. « J'ai participé à des actions anti-braconnage, recueilli des tortues et les ai soignées... Cette diversité me plaît ! »

Un îlot comme bureau

Grâce à cette expérience, il obtient un CDI au sein de l'association des naturalistes de Mayotte. Gardien technique de la réserve naturelle de l'îlot M'Bouzi, il participe au comptage des tortues marines, mène des actions de sensibilisation du grand public...

Plongeur confirmé, Clément assure également le suivi des coraux et de la faune marine. « Dans le lagon et sur les sites, c'est une explosion de vie permanente ! » La petite équipe de trois personnes en charge de la préservation de l'îlot compte une conservatrice et un technicien. Evoluer dans une structure associative est nouveau pour Clément. « C'est différent de ce que je connaissais. Nous avons moins de moyens que dans ma structure précédente mais plus de liberté. Nous pouvons lancer des projets rapidement. »

Passionné d'écologie

L'implication de Clément pour la préservation de la faune et flore marine dépasse les 39 heures de travail contractuelles. Bénévole d'Oulanga Na Nyamba, il forme des volontaires à l'observation de la ponte des tortues sur les plages de Mayotte. Et, même à distance, il continue à présider l'association Océan'Obs.

Si son salaire de 1700€ net est en décalage avec son niveau de formation, Clément ne regrette rien. « Je veux m'épanouir dans mon travail et c'est ce qui se passe. Je fais ce métier par passion ».

QUELLES FORMATIONS ?

Pour exercer dans un Parc naturel, il faut passer le concours d'agent technique de l'environnement. Avant, il est possible de suivre différents cursus : CAP entretien de l'espace rural, bac pro gestion des milieux naturels et de la faune ou encore des masters d'écologie ou de biodiversité.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



RECHERCHE

Responsable recherche & développement dans le commerce équitable /
« L'humain dans l'économie » / 44

Chargé d'études biodiversité /
« Se sentir utile dans la défense de l'environnement » / 45



Responsable recherche & développement dans le commerce équitable

« L'humain dans l'économie »

Pierrick, 29 ans, travaille comme responsable R&D chez Ethiquable, une entreprise coopérative dans le commerce équitable. Un poste de coordinateur dans une structure où son avis compte.

« **C**e poste est une véritable opportunité pour moi », raconte Pierrick. Ce jeune homme originaire de la région nantaise s'est intéressé très tôt au secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) et du commerce équitable. Après avoir validé son DUT techniques de commercialisation, il opte pour une licence DEES Equisol (Diplôme Européen d'Études Supérieures spécialisé Commerce équitable et économie solidaire) à Nantes. « J'ai choisi tous mes stages dans des associations et petites entreprises dans le commerce équitable. Je suis notamment parti 4 mois dans une coopérative de producteurs de riz et de miel en Thaïlande. C'était passionnant ».

Quelques mois plus tard, il commence à chercher du travail non sans certaines difficultés. En 2012, il intègre Ethiquable en tant que commercial pour gérer un portefeuille de clients dans la région Île-de-France. Puis, la coopérative souhaite renforcer son pôle R&D. « J'ai eu la possibilité d'évoluer chez Ethiquable qui s'est engagé à me former. J'apprends un nouveau métier et donc de nouvelles choses chaque jour ! ».

Un poste de coordinateur

La Recherche & Développement consiste principalement à développer de nouveaux produits et de nouvelles recettes. Pierrick est en charge de la gamme des fruits. « Je dois trouver de nouveaux potentiels, créer de nouvelles recettes de jus, de compotes ou de conserves en fonction des filières que l'on souhaite mettre en avant. Il y a en amont un travail d'identification des filières et coopératives en lien avec les ingénieurs agronomes. Puis ensuite il faut voir le packaging avec la com' et la créa', puis les commerciaux et ensuite le service qualité pour veiller à l'hygiène et la sécurité alimentaire. » Pierrick s'occupe également de la gamme « Paysans d'ici » qui promeut des filières françaises bio et en commerce équitable. « Cette dimension me permet de réaliser des déplacements et d'aller sur le terrain pour veiller au suivi des nouveaux lancements de produits », précise le jeune

homme. Les qualités requises pour ce métier ? « Un bon sens de l'organisation, un peu de créativité et surtout beaucoup de relationnel car il faut s'adapter à des interlocuteurs très différents », précise Pierrick.

Un salarié = une voix

Ethiquable est une entreprise coopérative, une SCOP : ce sont les salariés qui détiennent le capital de l'entreprise. « J'ai compris assez vite que le commerce équitable était un vrai moyen de recentrer l'homme dans l'économie et encore plus dans une SCOP, raconte Pierrick. Chez Ethiquable, on nous écoute et on a pas mal les mains libres, on nous laisse innover. C'est très impliquant et très intéressant. Les décisions sont toutes votées en assemblée. Au bout de deux ans d'ancienneté, on devient associé. Un homme égal une voix, peu importe qui on est dans l'entreprise ».

« C'est motivant aussi d'un point de vue financier : les bénéfices sont reversés de manière équitable à tous les salariés ». Avec un salaire qui tourne entre 27 000 et 32 000 € par an, Pierrick ne changerait pour rien au monde son poste et son entreprise actuelle. « Aujourd'hui, je ne vois pas quand j'aurai envie de changer ! »

QUELLES FORMATIONS ?

À Nantes, au lycée St Félix La Salle, il est possible de suivre un Bachelor européen commerce équitable et économie solidaire (le nouveau nom du DEES Equisol de Pierrick), qui confère un niveau Bac+3. Sinon, il est toujours possible de suivre des formations en commerce ou des formations en solidarité internationale, développement durable, etc.

Chargé d'études biodiversité

« Se sentir utile dans la défense de l'environnement »

Benjamin, 25 ans, voit la vie en vert. Sa mission ? S'assurer que des projets d'urbanisme en Ile-de-France s'inscrivent dans le respect de la biodiversité locale.

Ses étés, il les passe sur le terrain à disséquer les friches urbaines, à observer, recenser et étudier la faune et la flore locale. A la fin des beaux jours, direction son bureau pour l'analyse des données récoltées, la rédaction de rapports et le partage de son expertise.

A 25 ans, Benjamin peut se prévaloir d'une solide expérience dans la biodiversité. Chargé d'étude au sein de la SCOP francilienne Urban Eco, il porte sur ses épaules une grande responsabilité : accompagner les promoteurs immobiliers dans la réalisation de leurs projets d'urbanisme. Son objectif prioritaire ? Le respect de l'environnement et de la biodiversité locale : « *Personnellement, j'interviens sur plusieurs aspects, explique-t-il. D'une part, les études d'impact sur le terrain, puis la rédaction de rapports à l'attention des clients.* »

« *Lors d'une étude d'impact, mon travail consiste à répertorier les espèces de plantes et d'insectes présents sur site. Nous visons principalement ce que l'on appelle les "bio-indicateurs" : des espèces qui vont témoigner du bon état du milieu et des écosystèmes. L'analyse de ces données nous permet ensuite de tirer des conclusions sur les enjeux écologiques du site étudié.* » A partir de là, il analyse le projet du promoteur et l'impact qu'il pourrait avoir sur la biodiversité. Cette étude ne constitue cependant qu'une première étape du vaste panel des missions du chargé d'étude. Il doit ensuite informer le client pour tenter de lui faire prendre en compte l'environnement dans son projet et, si besoin, revoir celui-ci en fonction des exigences locales. « *Ce n'est pas toujours facile de se faire entendre, reconnaît Benjamin. Mais on essaie toujours de faire au mieux pour trouver une solution.* »

« Chacun doit pouvoir s'investir, à son niveau, en fonction de ses capacités »

La biodiversité, Benjamin est tombé dedans étant petit : « *J'ai su très tôt que je souhaitais travailler dans ce milieu, confie-t-il avec enthousiasme. C'est mon grand-père qui m'a transmis ce virus alors que j'étais tout gamin.* » Après un

bac S, il effectue une première année de licence en biologie mais, à la recherche d'enseignements plus « concrets », se réoriente rapidement vers un BTS Gestion et Protection de la Nature. « *J'y ai acquis des compétences en botanique, entomologie, ornithologie mais aussi connaissances sur la gestion des milieux naturels.* » Son diplôme en poche, il enchaîne les petites missions avant de trouver ce premier poste en CDI, il y a un peu plus d'un an.

Benjamin décrit un quotidien enrichissant dans une équipe à taille humaine « *qui favorise les échanges sur les différents projets* ». Créée en 2012, la SCOP s'inscrit à la fois dans le politique et dans l'économique. Le statut coopératif incite les salariés à s'impliquer. « *Chacun doit pouvoir s'investir, à son niveau, en fonction de ses capacités, affirme-t-on au sein de la société. Il n'y a pas de tâche inutile. Le développement de l'entreprise ne doit pas rapporter seulement à soi, mais au collectif. Car on ne fait jamais rien tout seul réellement.* »

Aujourd'hui, Benjamin ne se voit pas travailler ailleurs que dans la biodiversité : « *Avec ce métier, je me sens réellement utile car cela me permet d'aider, à mon niveau, à préserver la biodiversité en Ile-de-France mais aussi de participer à la diffusion et la prise en compte de celle-ci dans des projets qui sont parfois de taille et qui peuvent impacter, parfois fortement, la biodiversité au niveau local.* » Tout un programme !

QUELLES FORMATIONS ?

Plusieurs cursus peuvent mener à un poste de chargé de biodiversité. Benjamin a suivi un BTS Gestion et Protection de la Nature. Mais il est également possible d'exercer ce métier avec une formation en écologie, biologie ou SVT, un doctorat ou encore un titre d'ingénieur agronome.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



SANTÉ

Médecin en centre mutualiste / « L'accès aux soins pour tous ! » / 47

Sage-femme au planning familial / Prescrire de l'écoute / 48

Alzami / Un nouveau métier aux côtés des malades d'alzheimer / 49

Ergothérapeute / Un métier pour faciliter le quotidien des personnes handicapées / 50

Psy dans une asso / Accompagner « les personnes en souffrance » / 51

Médecin en centre mutualiste

« L'accès aux soins pour tous ! »

Céline. 34 ans, jeune médecin, travaille au centre mutualiste polyvalent de la MGEN à Strasbourg. Passionnée, elle nous parle de son métier. Témoignage.

Médecin ? « C'est un métier passionnant que l'on peut exercer de bien des manières ! », s'enthousiasme d'entrée de jeu Céline. Et pour elle, cela passe par une dimension militante, prônant l'accès aux soins pour tous et la prévention. Pourtant, rien dans le parcours scolaire de la jeune femme ne la prédestinait à soigner les autres. Une fois le bac en poche, elle s'oriente vers une carrière de chercheuse en biophysique-chimie. Suite à des conseils de son entourage, elle s'intéresse au métier de déléguée médicale, qui consiste à présenter des médicaments chez les médecins au nom d'un laboratoire médical. Après un an de poste dans un groupe pharmaceutique, elle préfère changer de voie. « Avec son fort aspect commercial, ce métier ne m'épanouissait pas. J'ai tenté médecine malgré l'absence de soutien de mes parents, qui me disaient qu'il était impensable que je me lance dans des études si longues et que je renonce à mon train de vie ! Mais c'était plus fort que moi, j'ai tenté ma première année et j'ai réussi ! ».

Médecin coordinateur : le temps de l'épanouissement

C'est pendant ses études que Céline, « insatiable de connaissances », se découvre une véritable passion pour la médecine. Elle choisit la médecine générale et commence les remplacements chez un praticien. « Une vie très intense que j'adorais mais il y avait beaucoup de travail. Je travaillais 70 à 80 heures par semaine, samedi et dimanche compris. Après 4 années en libéral, on m'a proposé un poste au sein du centre mutualiste de la MGEN ».

Au sein de ce centre, Céline multiplie les « casquettes ». En tant que médecin coordinateur, elle chapeaute les différents médecins généralistes du centre, gère le centre de prévention qui propose des bilans de santé, fait ses consultations de médecines généralistes 4 jours par semaine et anime également les ateliers d'éducation thérapeutique,

une approche pédagogique pour permettre à une personne souffrant d'une maladie chronique d'être plus autonome. « Et depuis un an, j'ai ajouté la médecine du sport à mes compétences », explique la jeune femme très active.

Un centre mutualiste, une philosophie de soins particulière

« Exercer au sein d'un centre mutualiste repose sur une philosophie de soins particulière, ouverte à tous, explique Céline. C'est une politique de santé de non-dépassement d'honoraires autant pour la médecine générale que pour les spécialistes ainsi que de tiers-payant. Les ateliers thérapeutiques et les bilans de santé sont également gratuits. C'est un aspect très important pour moi. Chaque jour, je suis confrontée à des gens qui me disent qu'ils ne peuvent se faire opérer pour des raisons financières. Associer l'argent et le soin, c'est contradictoire, un non-sens ! Je ne pourrai pas refuser des soins à quelqu'un pour des histoires d'argent ». Du point de vue financier, un médecin travaillant dans un centre de soins mutualiste gagne moins bien gagner sa vie mais il aura d'autres avantages. « En médecine libérale, on ne compte pas ses heures, il faut être disponible tout le temps ! Dans mon centre de soins, je travaille 35 heures, c'est presque utopique pour une maman médecin comme moi ! Et il y a un vrai travail d'équipe. »

Selon Céline, les qualités requises pour devenir médecin sont d'être à l'écoute, empathique, sans préjugés et surtout patient : « Ce que je dirai à un jeune qui aimerait se lancer ? Ce vieil adage : quand on veut on peut ! Je n'étais pas destinée à être médecin... Il n'y a pas d'âge pour se lancer ».

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir médecin, une seule solution : les études de médecine à l'université, de durée variable suivant la spécialisation.



Sage-femme au planning familial

Prescrire de l'écoute

Sobiha, 27 ans, exerce comme sage-femme depuis quatre ans, notamment au planning familial de Lille. Elle travaille au service de ses patientes, ou plutôt des femmes qu'elle rencontre.

Rien ne la prédestinait au métier de sage-femme qu'elle méconnaissait jusqu'à sa première année de médecine. Au sortir du bac, Sobiha souhaitait intégrer le milieu médical. Une fois le concours en poche, le choix entre dentaire et sage-femme s'est fait naturellement. C'est lors d'un stage qu'elle découvre le planning familial : « *J'y ai tout de suite été très à l'aise. Je me retrouvais dans les valeurs féministes du planning, c'est-à-dire la défense de la liberté de choix et de pensée comme pour la contraception par exemple.* »

Après un remplacement d'été, Sobiha intègre l'équipe de quatre sages-femmes en vacances, correspondant généralement à trois ou six heures, en plus de son activité en libéral et de quelques gardes en milieu hospitalier. « *Le planning a une identité militante forte. J'apprécie de rencontrer un public que je ne côtoie pas en dehors.* » Sobiha se reprend constamment lorsqu'elle utilise le terme « patiente » pour le remplacer par « femme ».

Au planning, elle prescrit avant tout de l'écoute. « *Les femmes sont étonnées parfois de repartir sans ordonnance ou de ne pas avoir été auscultées pendant la consultation.* » Son activité consiste souvent à accompagner un premier choix contraceptif, en mentionnant pourquoi pas le stérilet ou l'implant pour celles qui se disent tête en l'air. « *Notre rôle est d'entendre les inquiétudes des femmes, de les informer et de prendre le temps de leur proposer une méthode qui leur convienne.* » Les temps de consultation y sont plus longs qu'en milieu hospitalier, avec la possibilité de déborder.

Un engagement au-delà du médical

Le planning l'a sensibilisée bien au-delà du médical, notamment sur la violence faites aux femmes. Lorsqu'elle en est témoin, elle connaît désormais les structures qui peuvent les accompagner afin de mieux les orienter. Bien sûr, elle a eu des modules de communication ou de psychologie de la personne pendant sa formation : « *mais cela reste théorique. J'ai vraiment appris au planning grâce aux femmes que je rencontre et en travaillant en binôme*

“
J'apprécie de rencontrer un public
que je ne côtoie pas en dehors.
”

avec des conseillères du planning ». Hier, par exemple, une femme est venue lui parler de ses difficultés psychologiques à surmonter une interruption volontaire de grossesse. « *J'ai pu l'orienter vers ma collègue conseillère qui lui a apporté le réconfort dont elle avait besoin.* »

Quelle différence entre sage-femme et gynéco ? « *Les sages-femmes s'occupent de tout ce qui est physiologique, de manière naturelle. Dès qu'il y a une complication, c'est-à-dire une maladie, cela dépend de la gynécologie. Par exemple, si aucune pathologie d'infertilité n'est détectée, nous pouvons accompagner les femmes pour les rassurer face à leur difficulté à avoir des enfants.* »

En plus des consultations rémunérées du planning, Sobiha se déplace bénévolement dans les collèges et les lycées pour informer les jeunes. Ses petites batailles ? Voir de jeunes couples qui ont le réflexe de s'informer d'une contraception longue durée et non pas se contenter de la contraception occasionnelle d'urgence. Mais lorsqu'elle est témoin de remarque sexiste, elle se dit qu'il lui reste du travail à faire.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir sage-femme, il faut généralement suivre la PACES, la première année commune aux études de santé, puis intégrer une école de maïeutique.

Alzami

Un nouveau métier aux côtés des malades d'alzheimer

Sophie, 26 ans, est une « Alzami ». Elle travaille pour l'entreprise sociale Ologi, à Rouen, qui intervient auprès des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

C'est un métier « Made in Normandie » qui n'existe nulle part ailleurs ! Cette nouvelle profession d'Alzami est née de l'expérience personnelle d'Olivier Lanos, cofondateur d'Ologi. Confronté dans son entourage à la maladie d'Alzheimer, il s'aperçoit qu'il n'existe pas vraiment d'approche globale pour les aidants et les soignants. Il crée alors sa propre société pour proposer une nouvelle prise en charge des malades d'Alzheimer et d'aide à l'entourage, au travers d'un métier d'accompagnement inédit : l'intervenant psycho-social Alzami.

A 26 ans, étudiante en économie sociale et familiale, Sophie Dupas découvre ce job étonnant lors d'un stage de fin d'études en Centre communal d'action sociale (CCAS). « J'ai tout de suite adhéré au projet, car cela correspondait à ce que je voulais faire : travailler dans le social auprès des personnes âgées. Et le fait que ce soit un tout nouveau métier était encore plus motivant. »

Freiner l'avancée de la maladie, sans les médicaments

Au quotidien, Sophie se rend directement au domicile des malades, à raison d'une ou deux séances de deux heures chaque semaine, pour proposer des activités de stimulation cognitive et sensorielle, adaptées aux capacités et envies des malades. « Pas de traitements médicamenteux, nous ne sommes pas des soignants ! précise la jeune femme. Mon intervention vise à permettre aux personnes malades et aux aidants de mieux vivre chez eux avec la maladie et d'y rester le plus longtemps possible, dans les meilleures conditions. »

Une aide pour les proches

L'Alzami intervient également en conseil et soutien auprès des familles pour les aider à comprendre la maladie, les troubles qu'elle implique et surtout comment y faire face. « Lorsque je suis avec le patient, l'aidant peut en profiter pour

66
Mon travail soulage les malades
tout autant que ses proches.
99

faire autre chose, prendre l'air ou aller au supermarché. Mon travail soulage les malades tout autant que ses proches. »

Une mission de relais auprès des soignants

Enfin, l'Alzami agit en parallèle comme relais auprès des médecins et travailleurs sociaux qui interviennent aussi auprès de la personne malade. « Mon travail ne prend sens qu'en collaboration étroite et en complémentarité avec les partenaires médico-sociaux et associatifs (neurologues, médecin traitant, infirmiers, aides à domicile...), avec qui je partage mes observations. Mon métier, c'est aussi de savoir travailler en réseau ! »

Ologi compte aujourd'hui une dizaine d'Alzamis, gérant chacun de 7 à 10 malades sur Rouen et ses alentours. « Mais pour réellement freiner l'avancée de cette maladie, il en faudrait beaucoup plus, ici et ailleurs en France... », conclut Sophie.

QUELLES FORMATIONS ?

Le métier d'Alzami n'existe, pour le moment, que chez Ologi. Il faut au minimum être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+3 dans le secteur médico-social. Une fois recrutés par l'entreprise sociale, les Alzamis suivent une formation en interne et des heures sur le terrain.



Ergothérapeute

Un métier pour faciliter le quotidien des personnes handicapées

Florence, 24 ans, est une ergothérapeute spécialisée dans la déficience visuelle. Elle répartit son temps entre consultations au CHU et interventions pour le compte de l'association Voir et Percevoir.

Si l'ergothérapie est un métier encore mal connu du grand public, Florence, elle, a choisi d'embrasser cette vocation en parfaite connaissance de cause. « J'ai, dans mon entourage familial, plusieurs personnes en situation de handicap, dont l'une est malvoyante. C'est un domaine qui m'interroge et qui me touche personnellement depuis toujours », confie-t-elle.

Florence est diplômée, en 2012, de l'Institut Lorrain de Formation en Ergothérapie de Nancy. Après une première année de fac de médecine, elle passe le concours de cette école, l'un des 21 établissements préparant à ce métier. Lors de sa formation, elle effectue son stage au CHU de Dijon, où elle rencontre Anne Fays, l'une des rares autres spécialistes de l'ergothérapie « basse vision » de notre pays. Cette dernière lui parle alors de l'association Voir et Percevoir, créée en partenariat avec le CHU, que la jeune femme rejoint en janvier 2013. Florence se spécialise ensuite en suivant le diplôme universitaire « Techniques de compensation du handicap visuel ».

Repérer les « bruits visuels »...

« Mon rôle consiste d'abord à évaluer les difficultés que peuvent rencontrer les personnes dans leur milieu travail. Notamment, du fait de l'omniprésence de l'informatique, explique Florence. Nous identifions ce qu'on appelle les bruits visuels, afin de leur proposer les solutions les mieux adaptées à ces problèmes, qui peuvent être liés à la petitesse des caractères ou encore aux gênes dues à l'éblouissement. Il faut savoir être à l'écoute. Car, la déficience visuelle est vraiment difficile à vivre, d'autant plus qu'il s'agit d'un handicap invisible. »

... pour proposer les bons outils...

Une fois les difficultés identifiées, l'ergothérapeute met à disposition différents outils, tels que des claviers à caractères agrandis (dont certains sont parlants) ou encore différents logiciels de grossissement, que les personnes

66
La déficience visuelle est vraiment difficile à vivre, d'autant plus qu'il s'agit d'un handicap invisible.



peuvent tester durant deux mois en situation de travail. « Je les vois environ quatre fois. Mais, nous restons en permanence en contact par téléphone ou par mail, précise-t-elle. Si les tests en situation s'avèrent concluants, nous émettons alors des recommandations aux entreprises pour qu'elles fassent le nécessaire. »

... et redonner confiance

Aujourd'hui, Florence gagne 1 700 € net par mois. Pour cela, elle jongle entre un poste au CHU de Dijon et ses activités au sein de l'association à laquelle elle estime consacrer près de 17 heures. « Il faut parfois accepter de travailler même les week-ends, indique-t-elle. Mais, j'arrive à trouver du temps pour faire de la danse et bien d'autres choses que j'aime. Et surtout, c'est un métier tellement passionnant. Pour moi, rien n'est plus satisfaisant que de pouvoir redonner confiance aux gens. »

QUELLES FORMATIONS ?

Pour exercer le métier d'ergothérapeute, le Diplôme d'État d'Ergothérapeute (DEE) est obligatoire. Il se prépare en trois ans dans les instituts de formation (publics ou privés) spécialisés et dans quelques facultés de médecine. Le concours d'entrée est accessible soit directement après le bac, soit après la 1ère année commune aux études de santé (PACES), en faculté de médecine, ou soit après une année en classe préparatoire privée aux études de santé (CPES).

Psy dans une asso

Accompagner « les personnes en souffrance »

Diane est psychologue salariée dans une structure qui vient en aide aux personnes séropositives et malades. Un poste qu'elle ne lâcherait pour rien au monde.

« **J**e reçois les personnes en souffrance qui le demandent. La personne peut vouloir un soutien, ponctuel, ou plusieurs séances. Ou un travail plus engageant, plus profond... Dans ce cas, le plus courant, on peut s'engager dans une psychothérapie sans limite dans le temps. » Titulaire d'un diplôme d'État de psychologue clinicienne, Diane, 30 ans, travaille dans cette asso* depuis 3 ans. Parmi les 7 salariés, elles sont deux psy à mi-temps. Au quotidien, elle échange avec les visiteurs sur leurs difficultés. « Tout ce qui peut mettre la personne dans une angoisse massive comme les besoins vitaux, le logement, peut empêcher de s'inscrire dans un travail sur soi plus élaboré », prévient-elle. Sa mission consiste alors aussi à évaluer les autres besoins éventuels du patient, quitte à faire appel aux autres membres de son équipe.

Le psy : celui qui peut être à l'écoute d'une souffrance qui ne peut se dire ailleurs

Si la médecine soigne aujourd'hui le sida, elle ne le guérit pas encore. La spécificité du VIH par rapport aux autres maladies graves, c'est le mode de transmission, sexuel dans la majorité des cas. Le psy est sollicité comme celui qui peut être à l'écoute d'une souffrance qui ne peut se dire ailleurs. Les raisons de ce non-dit, propres à chacun, les confrontent à un immense sentiment de solitude. L'asso propose un accompagnement global à toute personne touchée par le VIH, « avec une attention particulière pour les plus fragiles (primo-arrivants, personnes isolées, cumulant les problèmes de santé, de précarité, d'addictions, de fragilités psychiques) ». Elle travaille beaucoup avec les hôpitaux de jour, mais aussi avec d'autres acteurs : asso pour le logement, dispositifs d'urgence et caritatifs... Ces structures, ainsi que les médecins traitants, font partie de ceux qui orientent les personnes vers l'asso. Sans oublier le bouche à oreille. Quant aux partenaires financiers, les principaux sont : l'Agence Régionale de Santé, le Conseil général, le Sidaction...

« Les subventions, elles, ne suivent pas... donc tout le monde est un peu submergé »

Créée en 1988, l'asso a toujours fait de l'aide sociale et psychologique en toute discrétion, au point que même ses voisins ignorent son réel but. « La plupart des asso existantes se chargent de la communication, de la prévention... Comme il en faut pour tous les goûts et les besoins, on a pris le parti de proposer autre chose dans le cadre d'une maladie que beaucoup de nos usagers ne parviennent même pas à révéler à leur entourage le plus proche... »

Capacité d'écoute, ouverture d'esprit, et équilibre personnel

Diane ne lâchera son poste pour rien au monde. « J'aime la psychothérapie. C'est-à-dire le travail en relation duelle avec le patient dont le désir est de s'introspecter pour identifier ses nœuds et réduire ainsi sa souffrance en en comprenant un peu mieux l'origine. »

Principale qualité pour ce métier : la capacité d'écoute. « L'ouverture d'esprit aussi... » ajoute Diane. « Le bon positionnement, par contre, s'apprend plutôt sur le tas, comme le fait d'être empathique en gardant suffisamment de distance pour ne pas être trop affecté par ce qui nous est confié... » Enfin, un équilibre personnel est essentiel pour exercer ce métier. « Il est donc fortement recommandé d'entamer un travail analytique ou psychothérapique dès le début des études. »

(*) L'association dans laquelle travaille Diane a fait le choix de rester anonyme, pour garantir le maximum de discrétion aux personnes bénéficiant de ses services.

QUELLES FORMATIONS ?

Les études de psychologie se retrouvent majoritairement à l'université. Le titre de psychologue est réglementé et n'est accessible qu'avec au minimum un bac+5. Les masters de spécialisation sont très variés.



SOCIAL

Écrivain public / « Un acteur essentiel de médiation de l'écrit » / 53

Aide à domicile / Une assistance au plus près du quotidien / 54

Auxiliaire de puériculture en crèche asso et écolo / Sensibiliser dès le berceau / 55

Éducatrice spécialisée / « Un métier génial, loin des clichés véhiculés » / 56

Chargée d'insertion / Un job de caméléon / 57

Aurélie, animatrice sociale / « On ne choisit pas le social par hasard » / 58

Médiatrice familiale / Un métier pour dénouer les conflits / 59

Écrivain public

« Un acteur essentiel de médiation de l'écrit »

David, 33 ans, a choisi le métier d'écrivain public lors de sa reconversion. Il l'exerce en tant que salarié au sein du centre socioculturel Cerise en plein cœur de Paris.

Ingénieur de formation, David commence sa carrière professionnelle dans le secteur de l'industrie. Très vite lui manque « un réel contact avec l'humain » et l'envie de travailler « avec l'écriture ». Par ailleurs auteur de livres pour enfants, il souhaite mettre en avant ce goût de l'écrit.

Il quitte alors son emploi et cherche une formation. Il intègre la licence professionnelle Conseil en écriture professionnelle et privée, Écrivain public de l'université Sorbonne-Paris 3 qui mixe 2 jours de cours par semaine et 3 jours en stage. « Après un premier stage au sein du centre Cerise, j'ai été embauché à l'issue de ma formation en tant qu'écrivain public en 2011 puis je suis devenu coordinateur du pôle langues et insertion, un poste où je pilote aujourd'hui cinq bénévoles écrivains publics », raconte David.

Au Centre Cerise, les rendez-vous sont individuels et durent 45 minutes. La majorité des demandes concerne l'aide à la rédaction de documents administratifs et juridiques. Cela permet aussi à David et à ses bénévoles de rediriger les personnes vers d'autres services et ateliers proposés par la structure comme les cours de français. « La permanence d'écrivain public est l'occasion d'une réorientation généraliste de l'accès aux droits pour un public souvent isolé. Notre but est de les autonomiser dans leurs démarches », ajoute David.

La découverte du monde associatif

Avec près de 500 consultations par an au sein du Centre Cerise, David Marchand est convaincu de l'utilité sociale de son métier, même s'il n'est pas tous les jours facile. « Accueillir et aider des gens marginaux dotés de problèmes d'ordre psychologique fait partie du job ! » explique le jeune homme. Il est important d'avoir des grandes qualités d'écoute et au-delà des qualités rédactionnelles et de synthèse pour se lancer. »

Pour David, ce nouveau métier a également été une opportunité pour découvrir le monde associatif et les richesses qu'offrent les échanges avec les bénévoles : « Je me sens extraordinairement bien dans un centre social. Ces asso-

66
J'ai privilégié mon utilité sociale
sur ma carrière et l'argent.
99

ciations font un travail colossal de terrain, de création de tissu social, on fait naître des projets, on travaille sur la citoyenneté, ce sont des laboratoires de quartier ! C'est une très bonne reconversion. Je ne regrette pas d'avoir renoncé à un métier où je gagnais plus. J'ai privilégié mon utilité sociale sur ma carrière et l'argent. Aujourd'hui, je gagne 1 600 € net par mois, beaucoup moins que ce que j'avais à 25 ans ».

Un secteur qui recrute peu

Et sans détour, David le dit : « Ce n'est pas facile de trouver un emploi dans ce domaine, notamment dans le domaine associatif. Même si un écrivain public est un acteur essentiel de médiation de l'écrit, les financements n'existent pas ou peu notamment dans l'associatif. C'est au professionnel de prouver son utilité, il faut convaincre les recruteurs, il y a donc une dimension militante ! ».

Son avenir ? David le prépare déjà. Il suit actuellement la formation DES JEPS qui forme des professionnels aux fonctions de direction dans une association. « L'associatif est un excellent tremplin où l'on apprend plein de choses au contact des bénévoles, c'est un laboratoire de l'ESS ».

QUELLES FORMATIONS ?

Écrivain public n'est pas une profession réglementée : on peut l'exercer sans diplôme spécifique. Cependant, il existe des formations comme par exemple la licence professionnelle écrivain public, conseil en écriture professionnelle et privée à Paris 3 ou le DU écrivain public et auteur conseil à Toulon.



Aide à domicile

« Une assistance au plus près du quotidien »

Estelle travaille depuis deux ans auprès de personnes âgées. Les services à la personne sont un champ important – et en pleine expansion – de l'économie sociale et solidaire.

Neuf heures du matin, Léa guette avec impatience l'arrivée de son aide à domicile. Quand Estelle franchit la porte déjà entrouverte de son appartement, elle est accueillie par un grand sourire. Pour la vieille dame qui peine à se déplacer, les visites cette jeune femme dynamique deux fois deux heures par semaine sont des « rayons de soleil » très attendus.

Estelle, 30 ans, s'occupe des tâches de la vie quotidienne que sa santé ne lui permet plus d'effectuer : courses, ménage, repassage... Mais plus qu'un soutien matériel, elle est aussi un réconfort moral, une personne avec qui partager, discuter de tout et de rien. Quand la vieille dame s'en sent la force, Estelle l'accompagne faire une petite promenade dans son quartier.

S'adapter aux habitudes et besoins de chacun

De fait, les missions d'Estelle sont très variées. Pour d'autres personnes, elle s'occupe parfois de la cuisine, d'acheter des médicaments, de les accompagner à leurs rendez-vous médicaux et même parfois de les aider à faire leur toilette... Dans la même journée, elle rend visite à quatre bénéficiaires. Elle doit s'adapter aux habitudes et aux besoins de chacun.

Estelle s'occupe principalement de personnes qui ont des problèmes physiques dus à l'âge. Mais elle peut également avoir à aider des gens qui ont des difficultés mentales, ce qui n'est pas toujours facile. « Je m'occupe aussi d'un vieux monsieur qui boit beaucoup. Il est violent avec toutes les personnes qui lui rendent visite sauf moi », raconte-t-elle. « Le métier d'aide à domicile exige beaucoup de patience et de sang-froid », explique l'employeur d'Estelle, Laurent Clément, directeur de l'antenne Paris Nord de la Fondation hospitalière Sainte-Marie. « Certaines personnes croient que ce métier est simple parce qu'il demande peu de qualifications, mais ce n'est pas du tout le cas », poursuit-il.

Une relation de complicité

Pour devenir aide à domicile, Estelle a dû passer un test comprenant des questions pratiques pour suivre une formation de six mois à l'AFPA. Elle a d'abord été recrutée en CDD et est aujourd'hui en CDI. La Fondation hospitalière Sainte-Marie l'accompagne dans sa mission, en organisant un suivi et des réunions régulières avec les autres aides à domicile.

« Une bonne aide à domicile a forcément un goût pour l'autre », ajoute Laurent Clément. Une empathie qui ne manque pas chez Estelle. « Une fois j'ai été opérée et elle m'a rendu visite à l'hôpital alors qu'elle n'est pas du tout obligée de le faire, ça m'a fait chaud au cœur », relate madame Allal, une personne âgée dont Estelle s'occupe depuis près de deux ans. On comprend qu'entre les deux femmes, une complicité s'est installée.

Arrivée du Cameroun en France il y a cinq ans, élevant seule un jeune enfant, la vie d'Estelle n'a pas toujours été simple. Elle a mis du temps à obtenir un titre de séjour et un logement. Mais aujourd'hui, elle est heureuse. « Je ne rate jamais un jour de travail, j'aime me sentir utile », affirme-t-elle, « quand je vois les problèmes des autres, je relativise les miens... »

QUELLES FORMATIONS ?

Très recherchés, les aides à domicile peuvent être formés par leurs employeurs. Sinon, de nombreux diplômes peuvent mener à cet emploi : BEP carrière sanitaire et sociale, BEPA option services, spécialité services aux personnes ou option économie familiale et rurale, CAP assistant de vie aux familles, CAP agricole, option économie familiale et rurale, CAP petite enfance, Bac pro Accompagnement, soins et services à la personne, etc.

Auxiliaire de puériculture en crèche asso et écolo

Sensibiliser dès le berceau

Peggy travaille en crèche depuis des années. Passée par des établissements « classiques », elle a porté, avec ses collègues, un projet écolo au sein de sa structure associative.

« **J'** ai toujours voulu faire ce métier », assure celle qui a commencé à l'exercer à 18 ans. Après un CAP Petite enfance et un BEP Carrières sanitaires et sociales, puis des premières expériences professionnelles en crèches parentales et municipales, Peggy a rejoint la crèche associative des Bébés Bilingues en 1995, un an après son ouverture. Quelle différence avec les autres crèches ? « Nous avons beaucoup plus d'échanges avec les parents, membres de l'association. Ils participent activement aux activités de la crèche : un papa vient animer l'atelier bricolage, une maman se propose pour l'atelier musique, une autre donne une recette de son pays pour un atelier cuisine, etc. », détaille l'auxiliaire de puériculture. La crèche accueille des enfants de 0 à 4 ans, essentiellement de couples mixtes ou de parents qui envisagent de s'expatrier. La structure compte 14 salariés, dont 5 anglophones. « Chacun travaille dans sa langue », précise la francophone Peggy.

Label Écolo-crèche

Ce n'est qu'à la faveur d'un changement de direction et d'un déménagement, en 2010-2011, que le projet écolo porté par l'équipe a pu être mis en œuvre. « Nous souhaitons tous travailler dans un environnement plus sain, proposer une nourriture de meilleure qualité aux enfants, limiter le gaspillage et, pour ma part, mettre en application des valeurs que je défends dans ma vie quotidienne », souligne l'auxiliaire de puériculture. Et Peggy de détailler tout ce qui se fait aujourd'hui au sein de la crèche : « On fabrique nos produits ménagers, notre pâte à modeler et la crème pour les changes des bébés, on cultive un potager avec les enfants, on travaille sur le goût et le toucher, on leur montre les légumes avant et après la cuisson, on propose des ateliers récup'... »

Première crèche lyonnaise à obtenir le label Écolo-crèche, Les Bébés Bilingues sont passés au 100 % bio pour la cantine : légumes frais, de saison (et donc bio) ont remplacé les produits surgelés souvent utilisés précédemment.

“
Je mets en application des valeurs que
je défends dans ma vie quotidienne.
”

D'après l'équipe, les enfants mangent mieux et prennent plus de plaisir à goûter les plats. Côté produits ménagers, la salariée apprécie de travailler avec des produits non toxiques, sans odeurs persistantes : « L'air est plus sain, plus agréable à respirer », assure-t-elle. La dimension éducative de ce projet écolo lui paraît importante car il s'agit de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge, de contribuer à éduquer les « adultes de demain ».

Autorité et créativité

Marie-Laure Saget, directrice de l'établissement depuis 2010, a accompagné la transition écolo portée par la base : « Nous sommes toujours en recherche de solutions. Nous menons actuellement une réflexion sur les couches et sommes en contact avec une personne qui en propose à base de manioc. Reste à voir la qualité du produit, son coût, etc. Les parents étrangers sont moteurs quant à cette dimension bio et écolo car la France est très en retard par rapport à ses voisins. »

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir auxiliaire de puériculture, il faut être titulaire du DEAP (diplôme d'État d'auxiliaire de puériculture), obtenu en IFAP (institut de formation d'auxiliaire de puériculture). Plusieurs cursus y mènent : un CAP Petite enfance, un BEP Carrières sanitaires et sociales ou encore un Bac pro Accompagnement, soins et service à la personne (ASSP) ou Services aux personnes et aux territoires (SAPAT).



Éducatrice spécialisée

« Un métier génial, loin des clichés véhiculés »

Camille est « éduc spé » dans un externat médico-pédagogique accueillant des enfants en situation de handicap mental. Un boulot qui n'est pas de tout repos, mais qui lui apporte beaucoup de bonheur.

Camille, 28 ans, est une jeune fille dynamique et enthousiaste. Pour faire le métier qu'elle fait, ces qualités sont les bienvenues. Car elle est éducatrice spécialisée à l'externat pédagogique Henri Wallon à Stains. Cet établissement créé et géré par l'association LEILA accueille 50 enfants déficients légers ou moyens.

Dans cet Institut Médico-Éducatif, les journées des enfants sont partagées entre des temps avec des éducateurs spécialisés, des enseignants spécialisés, des orthophonistes et une psychomotricienne, selon leurs besoins. En tant qu'éducatrice spécialisée, le rôle de Camille est de leur proposer des activités, en accord avec leurs intérêts et leurs possibilités.

Elle est plus particulièrement en charge d'un groupe de six enfants, âgée entre 12 et 14 ans. Les jeunes dont elle s'occupe sont en majorité trisomiques, mais elle prévient d'emblée : « L'important ce n'est pas la pathologie, c'est de prendre en compte l'enfant, sa maturité, l'évolution de son projet de vie, et ses difficultés cognitives. »

« Je ne suis pas une simple animatrice »

Chaque éducateur peut proposer les activités qu'il veut en fonction des domaines où il se sent à l'aise. Elle fait par exemple des ateliers vidéos ou d'expression théâtre, un travail sur l'alimentation avec l'infirmière, du sport ou encore un atelier chorale. Un moment musical très apprécié par les enfants et l'éducatrice. « C'est le moment de la semaine que je préfère », glisse-t-elle.

Camille tient à préciser que « les éducateurs spécialisés ne sont pas des animateurs ». « On n'est pas là pour simplement occuper le temps des enfants ». Ses ateliers ont toujours une dimension pédagogique, avec l'envie de faire progresser les jeunes en fonction de leur projet de vie.

Pour faire ce métier, Camille a suivi une formation à l'Institut Régional de Travail Social de Neuilly-sur-Marne. Elle y a fait un double cursus qui permet d'obtenir une

licence d'Administration économique et sociale, en plus du Diplôme d'État d'éducateur spécialisé, pour avoir le statut bac +3.

Patience et bienveillance

Travailler au quotidien avec des enfants handicapés, dont certains sont en grande difficulté, n'est pas toujours évident. « J'ai eu des moments difficiles où je me demandais si j'allais tenir le coup, il faut beaucoup d'énergie pour faire ce travail. Il faut être patient car il faut souvent répéter les mêmes choses », explique-t-elle. « Parfois, il faut aussi accepter de revoir ses objectifs à la baisse et accepter que l'enfant ne progressera pas autant qu'on l'espérait ».

Pour autant, Camille se sent bien dans son élément. « J'aime côtoyer l'humain toute la journée, je suis à l'aise avec les enfants, ils sont intéressants, ils me font beaucoup rire, c'est de l'innocence à l'état pur », affirme-t-elle.

Le déclic a eu lieu pour elle après des études à la fac qui ne lui ont pas plu. A un moment de sa vie où, comme beaucoup de jeunes, elle se cherchait un peu. « J'ai eu l'opportunité de faire des remplacements dans un IME. J'ai toute de suite été à l'aise dans ce milieu, les enfants m'ont touchée, j'ai apprécié les voir évoluer au quotidien. »

Camille exerce ce travail depuis 2011, et pour l'heure ne s'en lasse pas. « Je pense qu'au bout d'un moment, avec l'âge, il y aura de l'usure professionnelle. Pourquoi pas devenir formatrice, ou orthophoniste ? Je ne sais pas, pour le moment je suis bien dans ce que je fais ».

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir éducateur spécialisé, il faut être titulaire du DEES (diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé), de niveau bac+3. 80 écoles spécialisées permettent de le préparer, ainsi que certains DUT.

Chargée d'insertion

Un job de caméléon

Mélanie et Aude, 25 ans, réinventent leur métier de chargées d'insertion sociale et professionnelle tous les jours. Un job pas toujours facile, mais intense et passionnant.

« **C**ap 18 » : une zone industrielle située tout au bout du monde (ou de la rue d'Aubervilliers, à Paris). Après de nombreuses voies et portes d'accès, on arrive enfin chez Ares Services Paris. A 8 h 30, tout le monde s'affaire déjà depuis un moment. Un salarié, équipé d'un transpalette, circule dans l'entrepôt pour préparer l'expédition de commandes. Un peu plus loin, d'autres emballent des produits de beauté. Au premier étage, un dernier s'occupe de la mise sous pli de documents.

Ares Services Paris offre une grande variété de prestations : conditionnement de produits, logistique, nettoyage écologique de véhicules, etc. Mais la spécificité de l'entreprise réside dans ses salariés : une trentaine d'entre eux sont en insertion. Car si Ares Services cherche, certes, à développer son chiffre d'affaires et sa clientèle, elle a aussi un projet social. Son objectif est de redonner à des personnes en difficulté leur place dans la société en se servant du travail comme colonne vertébrale de leur parcours.

Mélanie et Aude, chargées d'insertion sociale et professionnelle au sein de la structure, veillent au quotidien à ce que les salariés en insertion gagnent en autonomie et reprennent confiance en eux.

Pas le temps de s'ennuyer

« Ce n'est jamais la même histoire, on n'a pas le temps de s'ennuyer », affirme d'entrée de jeu Mélanie. Les personnes qu'elle accompagne peuvent avoir des problèmes médicaux, juridiques, d'addiction ou de logement à traiter. Une priorité avant de pouvoir se lancer concrètement dans la recherche d'un emploi plus classique, l'objectif final. Pour les aider, les deux chargées d'insertion sociale et professionnelle mobilisent une grande variété d'outils disponibles dans l'entreprise : check-up santé, régularisation des situations administratives, formation sur la gestion des budgets, etc.

Une fois ces questions réglées, elles aident également les salariés à formaliser leur projet professionnel, à rédiger

leurs CV, à dénicher des entretiens et à rencontrer des professionnels. « Notre objectif est de leur ouvrir le champ des possibles » assure Mélanie. En frappant aux bonnes portes.

« L'entreprise d'insertion n'est pas un cocon »

Mais si elles n'hésitent pas à passer des coups de fil à la CAF ou à la Sécu, c'est toujours en présence du salarié en insertion, car l'objectif est qu'il agisse par lui-même. « On insiste sur la notion de tremplin », argumente Mélanie, « l'entreprise d'insertion n'est pas un cocon ». Et pour cause : le parcours du salarié en insertion ne peut pas durer plus de deux ans. « L'enjeu, c'est de les faire quitter Ares » souligne-t-elle.

Un défi qui motive les deux jeunes femmes. Mélanie témoigne : « J'ai l'impression de faire avancer des gens, très concrètement, dans leur parcours de vie ».

Redonner espoir

Il suffit de discuter avec l'un des salariés en insertion pour se rendre compte des raisons pour lesquelles Aude et Mélanie ont tellement la pêche. Ahmed est salarié chez Ares Services depuis un an. « Les grands patrons ont toutes leurs assistantes, nous aussi ! », plaisante-t-il avant de corriger : « Elles nous aident à régler nos problèmes, nous réconfortent parfois, nous redonnent un peu d'espoir. » « Leur métier est noble, j'aurais pu le conseiller à mes enfants ! » conclut-il avec le sourire en parlant d'Aude et de Mélanie. Un signe incontestable de l'utilité de leur profession.

QUELLES FORMATIONS ?

Il n'y a pas de formation spécifique pour devenir chargé d'insertion, mais il faut détenir un diplôme de niveau bac+3 ou bac+5, en psychologie, sociologie, droit, économie, etc. Certains cursus évoquent tout particulièrement les questions d'insertion.



Animatrice sociale

« On ne choisit pas le social par hasard »

Aurélie est directrice d'un sémaphore à Quimper, un lieu d'accueil et d'animation destiné aux personnes handicapées autonomes. Tous les jours, elle prend le chemin du travail avec le sourire.

C et après-midi, une petite dizaine d'adhérents se prépare à faire du char à voile. « *J'aurais bien aimé y aller, avoue Aurélie. Mais Janick et Donovan sont disponibles pour les accompagner.* » Aurélie Morvan, 29 ans, est responsable d'un Sémaphore, un lieu d'accueil et d'animation de jour pour les personnes handicapées ou fragilisées autonomes, à Quimper. Janick, la cinquantaine, est l'une des quatre stagiaires de la structure et Donovan est en service civique.

L'un des adhérents du Sémaphore ne se sent pas bien aujourd'hui, « *J'ai mal à la tête* » articule-t-il difficilement. Aurélie n'insiste pas et propose à un autre adhérent venu prendre un café de prendre sa place. Confus, il parle de sa journée d'hier, pense qu'on lui propose une activité pour la soirée. Patiemment, Aurélie lui réexplique : « *Mais non, je te propose aujourd'hui, maintenant, d'aller faire du char à voile sur plage.* » Elle mime l'activité simulant sa prise en main avec le vent qui l'entraîne. Au bout de quelques minutes, il accepte de se joindre au groupe.

Mixer les âges et les parcours

Depuis sept mois, la jeune femme est salariée de l'association Epal, pour Évasion en Pays d'Accueil et de Loisirs. La structure est à l'origine de la création des Sémaphores, au nombre de quatre en Bretagne. Sa particularité : fonctionner avec une équipe composée d'un salarié, de stagiaires en formation sociale et d'un jeune en service civique.

« *A ma connaissance, nous sommes la seule structure de ce type à fonctionner comme ça. Il y a une grande mixité dans les âges avec des stagiaires de 45-50 ans en reconversion AES (Administration Economique et Sociale), qui ont de la bouteille, et des étudiants d'une vingtaine d'année. Ce sont comme mes collègues, ils participent à la vie du Sémaphore, animent ou encadrent des activités.* » Cette diversité amène du dynamisme dans l'équipe. Les stagiaires se relaient régulièrement, ce qui permet aussi aux adhérents de changer leurs habitudes, de ne pas toujours avoir les mêmes référents.

« Travailler dans le social, ça apprend à relativiser »

Lorsque qu'on interroge la jeune femme joviale et dynamique sur son parcours, les mots se bousculent. « *Je voulais travailler avec des gens* », commence-t-elle. « *Ce travail m'apporte énormément. On est face à des personnes très courageuses, avec une force de vie, alors qu'elles ont traversé des étapes difficiles. Ça apprend à relativiser et à arrêter de s'écouter !* »

Elle cite un de ses professeurs qui a commencé l'année en leur disant : vous n'êtes pas là par hasard. « *Ceux qui veulent travailler dans le social ont souvent vu ou vécu des choses qui les amènent vers ces carrières. Par contre, il ne faut pas vouloir régler ses propres problèmes ! Il faut se réparer avant d'aider les autres* », affirme-t-elle avec véhémence. Six ans après l'obtention de son DEME, Diplôme d'Etat de moniteur éducateur, elle a signé son premier CDI. Un « *super poste de coordination* », confie-t-elle. Où elle se sent valorisée. « *Ce que je trouve bien dans le milieu associatif, c'est que les personnes ne sont pas recrutées en fonction de leur diplôme, c'est l'expérience et l'entretien, où on juge de tes capacités, qui sont les plus importants.* » Elle apprécie notamment sa liberté d'action et la confiance qu'on lui apporte. « *Les adhérents participent en donnant leur avis sur les activités, les menus. On est comme une grande famille. Quand on travaille dans ces conditions, on est content d'aller au travail tous les jours.* »

QUELLES FORMATIONS ?

Les formations dans le secteur social sont accessibles à partir du brevet : c'est le cas des DE (diplôme d'Etat), que l'on peut préparer en apprentissage. Selon les diplômes, ces formations durent de 1 à 3 ans. Ils peuvent aussi être obtenus par le biais de la VAE (validation des acquis de l'expérience).

Médiatrice familiale

Un métier pour dénouer les conflits

Marie est médiatrice familiale. Elle nous raconte son quotidien au cœur des conflits qu'elle tente d'apaiser.

« Une médiation commence toujours par un premier rendez-vous d'information », explique Marie, 35 ans, médiatrice familiale à mi-temps au sein de l'association Olga Spitzer. « Les personnes se présentent ensemble ou séparément. Si les deux sont d'accord pour poursuivre, on va se voir pendant quatre à six séances. »

La jeune professionnelle reçoit dans un fauteuil club qui fait face à deux autres sièges identiques destinés aux personnes souhaitant résoudre un conflit. « La plupart des demandes font suite à un divorce ou une séparation, explique-t-elle. Mais des grands-parents peuvent nous solliciter parce qu'ils ne voient plus leurs petits-enfants, une fratrie peut venir aussi parce qu'elle n'est pas d'accord sur les décisions à prendre par rapport à des parents qui ont perdu leur autonomie... ». Chaque cas est une nouvelle histoire.

« Nous ne sommes pas des arbitres »

Pendant les séances, le rôle du médiateur est d'écouter puis d'exprimer les attentes des uns et des autres, de les faire résonner, de formuler les différentes difficultés et les besoins de chacun. « Nous ne sommes pas des arbitres », précise Marie.

La médiatrice familiale se sent utile quand elle voit un couple en conflit se parler de nouveau, discuter dix minutes de plus dans la rue après une séance... « C'est gratifiant de voir les choses évoluer, les personnes redevenir actrices de leur vie », se félicite-t-elle.

Un parcours en deux temps

Marie a un diplôme d'assistante sociale, un métier qu'elle exerce l'autre partie du temps. Elle a suivi la formation de médiatrice familiale par la suite. Elle confie ne pas toucher un gros salaire – elle gagne actuellement 1 750 € net par mois – mais se sentir valorisée dans son quotidien. Son emploi du temps se répartit entre les séances de médiation, des moments d'analyse des pratiques pour

66
C'est gratifiant de voir
les choses évoluer, les personnes
redevenir actrices de leur vie.

99

échanger avec d'autres professionnels, des formations et des colloques.

Des qualités humaines

« Comme dans tous les métiers où l'on est confronté aux autres, il vaut mieux avoir un intérêt pour l'humain, avance Marie. Ça a l'air d'une formule toute faite mais c'est primordial car ce n'est pas toujours évident d'entendre les conflits des autres. C'est un métier qui demande de l'empathie », ajoute-t-elle.

Sa profession l'amène aussi à s'interroger sur des questions existentielles. « On explore la vie quotidienne, l'amour, ce qu'est un couple, un conflit, et pourquoi celui-ci est aussi nécessaire... », sourit la médiatrice familiale tandis que la sonnette annonce son prochain rendez-vous.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir médiateur familial, il faut être titulaire du Diplôme d'Etat de la profession, qui se prépare dans douze établissements en France. Pour accéder à cette formation reconnue, il faut être titulaire d'un bac +2 dans le social ou la santé ou d'un bac +3 en droit, psychologie ou sociologie ou encore d'un bac +2 et d'une expérience professionnelle de 3 ans dans un secteur proche.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



SPORT

Chargée de prévention / être actif contre la dépendance / **61**

Éducateur sportif / se dépenser pour transmettre / **62**

Maître-nageur / entre apprentissage et animation / **63**

Chargée de prévention

Être actif contre la dépendance

Élodie. 28 ans, chargée de prévention chez Siel Bleu, parcourt les routes du Morbihan pour animer des séances d'activité physique auprès des personnes âgées et en situation de handicap.

« Le sport me plaisait et la relation avec les personnes handicapées et âgées aussi ». C'est donc tout logiquement qu'après des séjours d'été auprès de personnes en situation de handicap et une première année de licence de STAPS (Sciences et techniques des activités physiques et sportives), Élodie s'est orientée vers le sport adapté. La jeune femme obtient sa licence mention Activité Physique et Adaptée (APA) et se lance dans la vie active. Depuis deux ans, elle est chargée de prévention au sein de Siel Bleu, un grand groupe associatif présent dans toute la France.

« La gym s'adapte à chaque public »

« On a 22 heures de cours dans la semaine et le reste du temps, on le passe sur la route et à préparer ses séances », explique Élodie. Au quotidien, elle parcourt le Morbihan pour intervenir dans des établissements spécialisés auprès de personnes en situation de handicap ou âgées. Jeux d'adresse, d'équilibre, exercice de motricité... Chaque séance est préparée en fonction des capacités physiques et des fragilités du public. « On peut faire de la prévention des chutes avec de la gym très douce où l'on maintient les capacités de la personne », explique Élodie. « Ou de la gym d'entretien pour les personnes qui veulent garder leur dynamisme et leur force musculaire. »

« On est très autonome »

Fondé en 1997, Siel bleu est un acteur reconnu de l'économie sociale et solidaire (ESS). Le groupe associatif compte plus de 100 000 bénéficiaires. Si Élodie évolue dans une grande structure, elle est autonome et intervient seule sur le terrain. Dans le Morbihan, l'équipe compte cinq chargés de prévention, quatre sur le terrain et une responsable qui gère l'emploi du temps de chacun. Élodie précise : « On essaie de faire le point une fois par mois pour échanger sur les séances, sur les personnes accompagnées et voir comment l'autre mène ses cours. »

Si la jeune femme adore son métier et sa boîte, elle avoue que la rémunération ne suit pas. Le salaire à l'embauche d'un chargé de prévention est de 1 480 € brut mensuel, assorti d'une mutuelle, de primes et d'un véhicule de service. « On n'est pas bien payé par rapport à nos études. Il faut être passionné pour tenir et avoir envie de suivre l'évolution des personnes. »

« Quand elles me voient, elles ont le sourire »

Grâce aux interventions des chargés de prévention, les personnes ont moins de douleurs aux mains, aux poignets, aux épaules... Élodie a des retours positifs des soignants et des animateurs. « Les personnes atteintes d'Alzheimer marchent beaucoup. Elles ne se posent pas et ont des pensées parasites. Après la gym, elles restent sur leur chaise et sont plus concentrées », explique la jeune femme. « Quand les personnes me voient, elles ont le sourire », raconte la chargée de prévention. La gym est bonne pour la santé mais aussi pour le moral. « Je veux que les personnes se détendent, prennent du plaisir. Souvent elles ne se parlent pas beaucoup pendant la journée. C'est un moment privilégié ! » Malgré un rythme de travail soutenu, Élodie essaye de boire un café avec ses élèves de temps en temps pour discuter. « Ces moments sont rares, j'essaie de les prendre. » Les chargés prévention deviennent des repères pour ces personnes fragiles. La jeune femme raconte : « J'ai quitté un groupe récemment. J'ai eu une petite photo, des mots, des fleurs. Une petite mamie avait les larmes aux yeux. Quand l'intervenant change, c'est un petit chamboulement pour eux ».

QUELLES FORMATIONS ?

Le groupe associatif Siel bleu recrute très régulièrement des chargés de prévention dans toute la France. La licence Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) est exigée avec une préférence pour la spécialité Activité Physique Adaptée (APA).



Éducateur sportif

Se dépenser pour transmettre

Térence est éducateur sportif à Sarcelles, une activité qui lui permet de vivre de sa passion tout en étant utile.

Au pied des tours du quartier Chantepie-Rosières, à Sarcelles, de jeunes enfants s'activent sur la pelouse de deux terrains de football. A leurs côtés, Térence, un grand gaillard de 27 ans, surveille le bon déroulé de l'entraînement. Il est responsable de site pour l'association Sport dans la ville. Un travail d'éducateur sportif qu'il mène en plus de ses activités de judoka de haut niveau. « C'est mon club de karaté qui m'a proposé de me payer des formations pour devenir éducateur sportif », raconte-t-il. Après sa scolarité en sport études à l'INSEP, il n'a pas hésité à sauter sur cette opportunité qui lui permettait de pouvoir continuer à progresser dans sa discipline.

Un emploi du temps aménagé

Son emploi du temps est aménagé afin qu'il puisse être libéré en cas de compétition. « Je travaille 20 heures par semaine, payées 35 heures. A Sport dans la ville j'encadre les équipes d'éducateurs et d'animateurs, explique-t-il, je suis élégamment coach sportif pour le club Karaté Sarcelles. Le reste du temps je m'entraîne ».

Térence est titulaire du BPJEPS (le Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport) depuis deux ans. Il a obtenu ce diplôme de niveau bac après une formation de 18 mois comprenant des cours de sports, de biologie et de science de l'éducation.

Des publics variés

Il a choisi de valider deux spécialités : le BPJEPS « Activité pour tous » pour pouvoir travailler avec des jeunes, et le BPJEPS « Activités Gymniques de la Forme et de la Force » qui lui permet de faire des cours de coaching individuels ou collectifs.

« Je travaille avec des publics très différents. A Sport dans la Ville les jeunes veulent surtout des muscles. Au club, j'accompagne un public plus âgé, par exemple des seniors qui prennent des cours de sport parce qu'ils ont des problèmes de santé », affirme Térence.

Plus qu'un simple entraîneur

Dans les deux cas, en plus de la possibilité de vivre de sa passion, il apprécie le « contact humain » offert par son travail. « J'aime bien transmettre des connaissances, surtout avec les jeunes, on leur apprend comment se comporter, on est des repères pour eux, quand ils ont des problèmes ils nous en parlent... je suis plus qu'un simple entraîneur », affirme-t-il. D'autant que l'association Sport dans la ville est dans une démarche d'insertion. Les jeunes qui suivent ses cours gratuitement bénéficient d'un accompagnement professionnel. Les éducateurs sportifs peuvent les aider à trouver un stage ou une formation.

« On avait un jeune complètement sorti du milieu scolaire, on l'a entraîné vers une formation informatique et maintenant il est embauché, c'est une belle réussite », raconte Térence. Selon lui, le plus dur aura été d'attirer les jeunes vers les terrains de sports, surtout les adolescents. « On est allé les chercher à la sortie des écoles, on a fait du tractage, au début ils préféraient traîner avec leurs copains », raconte-t-il. Puis le démarchage a payé. « Maintenant c'est eux qui viennent d'eux-mêmes », sourit Térence.

QUELLES FORMATIONS ?

Pour devenir éducateur sportif, il faut obtenir un BPJEPS (brevet professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et du Sport), de niveau bac. Il existe ensuite des DEJEPS, (diplômes d'Etat de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et du Sport), et les DESJEPS (diplôme d'Etat supérieur), qui permettent de devenir entraîneur de haut niveau ou directeur de structures. Pour certaines activités (comme les sports de montagne), on trouve également des diplômes spécialisés.

Maître-nageur

Entre apprentissage et animation

Florian, 31 ans, est passé de maître nageur et responsable de bassin dans un centre aquatique géré par une association. Un métier passionnant, entre apprentissage et animation.

Maître-nageur, danseur, professeur de fitness et aujourd'hui formateur et responsable d'un bassin, le parcours de Florian est à l'image de sa personnalité : ouverte, dynamique et tournée vers les autres. « Comme beaucoup de lycéens de mon âge, je ne savais pas vraiment ce que je voulais faire, j'ai pensé travailler comme éducateur spécialisé auprès des handicapés comme beaucoup de membres de ma famille... puis je me suis finalement orienté vers la filière STAPS pour devenir professeur d'EPS », raconte Florian.

Sa licence Éducation & Motricité en poche, il saisit l'opportunité de passer en parallèle son brevet d'État de natation, le BEESAN, qu'il obtient en 2007. Le déclic ? « Un de mes formateurs m'a dit : si vous voulez être prof, c'est qu'un jour dans votre parcours scolaire quelque chose ne vous a pas plu. Cette phrase m'a marqué ! »

Des qualités pédagogiques

Après un échec au CAPES, il décide de faire valoir son diplôme d'État en natation. Direction Nice dans le Sud de la France où Florian pose ses valises et commence à travailler. « Assez rapidement, j'ai trouvé un premier poste de surveillant de baignade durant l'été avant de rejoindre l'UCPA et devenir responsable de bassin... et de remonter en région parisienne. »

Quand on lui demande les qualités requises pour ce métier, il répond sans hésiter : « le goût du sport et l'amour de la transmission de savoirs ! Des aspects fondamentaux pour devenir maître-nageur ! L'autre point c'est la sociabilité car la manière de transmettre le savoir est aussi importante que le savoir en lui-même », estime le jeune homme. « Il n'y a rien de plus gratifiant que de voir arriver un gamin qui a peur de l'eau et qui repart en nageant 25 mètres ! », ajoute-t-il. Vérification du matériel, surveillance pour s'assurer de la sécurité des baigneurs, cours pédagogiques auprès des enfants, aquavélo et aquagym, voilà la journée type de Florian, tour à tour professeur, surveillant, sauveteur et animateur. « Dans notre structure, on organise beaucoup

d'événements comme des soirées aquadance. C'est assez diversifié et personnellement, j'adore le contact avec les autres ! »

Construire soi-même ses perspectives d'avenir

« C'est vraiment un métier passion, les salaires ne sont pas mirobolants. En début de carrière, on touche aux alentours de 1 850 € brut et il n'y a pas de grille évolutive des salaires », déplore le jeune MNS. « Mais il faut relativiser car on a des avantages et on est là pour faire plaisir aux gens tout en préservant leur sécurité ! ». Et pour les plus motivés, des perspectives existent. Florian est désormais formateur. Pendant deux jours par semaine, il forme de futurs MNS. « Il y a une vraie pénurie de maîtres-nageurs aujourd'hui alors s'il y a des vocations, il ne faut pas hésiter », affirme Florian.

Et d'ajouter : « je ne sais pas où je serai dans 10 ans mais je sais ce que je prépare pour la rentrée ! Je souhaiterais faire de la piscine un espace plus accessible à tous en proposant notamment des cours de natation aux personnes handicapées en partenariat avec la FFSA (Fédération Française de Sport Adapté), déjà en contact avec l'UCPA ».

Pour Florian, ce projet, véritable cheval de bataille serait aussi un petit clin d'œil à ses premières réflexions professionnelles quand il n'était encore que lycéen...

QUELLES FORMATIONS ?

Trois niveaux de surveillants de baignade existent :

- le brevet de surveillant de baignade permet la surveillance de la baignade en centre de vacances ou de loisirs ;
- le brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, le diplôme du nageur sauveteur ;
- enfin, le brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport – activités aquatiques et natation permet d'être maître-nageur, c'est-à-dire enseigner et surveiller.

— Dis-moi, pourquoi tu bosses ? —



TRANSPORT, LOGISTIQUE & INDUSTRIE

Taxi sociétaire / « Un bon compromis entre l'indépendance et la sécurité » / 65

Logisticienne dans l'humanitaire / Un métier exigeant mais passionnant / 66

Responsable de production / Inviter la performance dans les assos / 67

Taxi sociétaire

« Un bon compromis entre l'indépendance et la sécurité »

Emilien, 29 ans, est taxi parisien depuis 3 ans. Il a rejoint Alpha Taxis/Gescop qui regroupe 1 200 chauffeurs de taxi associés. Un modèle d'entreprise sociale et solidaire atypique dans ce secteur.

Rien ne prédestinait Emilien à devenir taxi. Alors qu'il suit des études d'histoire et qu'il aspire à devenir professeur, il travaille en parallèle dans le secteur de la vente. C'est à ce moment-là qu'il quitte le domicile familial, s'installe puis arrête ses études. A côté de chez lui, se trouve un garage de taxi, il se décide un jour à pousser la porte. « *J'avais envie de changement, je pensais y trouver ma place car j'ai le sens du service !* », raconte le jeune homme. Diplôme indispensable pour exercer la profession, il suit une formation pour valider son CCPCT, le Certificat de Capacité Professionnelle du Conducteur de Taxi à l'école de taxi FPTP dans le 15^e arrondissement de Paris. « *La formation fut un peu longue et compliquée, il y a 3 examens théoriques et un pratique* », précise Emilien.

A 26 ans, son diplôme en poche, il effectue ses premières courses en faisant de la location, un des statuts qui permet de travailler en tant que taxi. « *Cela a duré un an et ce fut très difficile mais il fallait passer par là pour apprendre le métier. Très vite, je me suis dit qu'il fallait mieux investir ! J'ai alors entendu parler de Gescop [regroupement de trois sociétés coopératives de taxis] qui bénéficie d'une très bonne réputation* ». Après avoir discuté avec des sociétaires et après avoir comparé les alternatives comme l'achat d'une licence pour devenir artisan taxi ; Emilien se lance dans la coopérative, moins risquée et moins coûteuse selon lui.

L'achat de parts Gescop : un accompagnement et un réseau

Il investit alors 90 000 € pour rejoindre Gescop qui regroupe 1 200 chauffeurs de taxi associés au sein des trois scop (Barco, Gat et Taxicop). « *Un bon compromis entre l'indépendance et la sécurité. On ne se sent pas seul. On peut se rendre au siège pour gérer la partie administrative (comptabilité, assurance) ou pour trouver des réponses à nos questions. Et l'autre avantage : je suis affilié à la sécurité sociale et je bénéficie une mutuelle solidaire interne. C'est un aspect qui a joué dans 70 % de ma décision d'intégrer la coopérative* », souligne Emilien. Les autres atouts : les

66
Être taxi permet de rencontrer
un vaste panel de la société !
99

bénéfices générés par la coopérative et ses filiales sont répartis égalitairement entre tous les chauffeurs de taxis « sociétaires-coopérateurs ».

Être sociétaire au sein d'une coopérative donne aussi accès à la participation aux prises de décision et permet aux taxis de voter en assemblée générale selon le principe « 1 homme = 1 voix », et d'élire leurs représentants au conseil d'administration pour participer à un projet collectif. « *On se réunit une fois par an. On peut prendre la parole et on est pris en considération. C'est très intéressant. Aujourd'hui, je suis jeune mais j'aimerais pouvoir m'investir plus activement et peut-être devenir administrateur un jour* ».

Avec ses 11 heures d'amplitude horaire maximum dans la journée, Emilien accorde une grande importance à fidéliser ses clients. « *Ce sont les clients qui nous choisissent, pas l'inverse !* », estime le jeune taxi. Pour se lancer dans ce métier ? Pour Emilien, il suffit « *d'avoir le sens du service, être curieux et avoir de l'empathie pour les gens. Ce métier vous le rend bien, sur le plan financier et sur le plan personnel. Être taxi permet de rencontrer un vaste panel de la société !* » Et il l'atteste : Taxi est un beau métier.

QUELLES FORMATIONS ?

La profession de chauffeur de taxi est réglementée : il faut obtenir la carte professionnelle, à l'issue de l'examen du certificat de capacité professionnelle et suivre une formation continue obligatoire.



Logisticienne dans l'humanitaire

Un métier exigeant mais passionnant

Marie, 30 ans, a géré la logistique pour l'ONG Solidarités International en pleine épidémie d'Ebola en Sierra Leone ou après le tremblement de terre au Népal. Elle nous raconte son quotidien.

Au Népal, elle a acheté, entre autres, 92 tonnes de tôle ondulée pour construire des abris. En Sierra Leone, elle est partie en repérage dans le sud-ouest du pays, afin de faire un état des lieux des dispositifs d'assainissement et d'accès à l'eau des centres de santé. A 30 ans, Marie porte sur ses épaules une partie de la réussite de missions humanitaires de Solidarités International, une association humanitaire qui intervient dans l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la reconstruction. En tant que logisticienne, elle doit faciliter le travail de tous les autres intervenants. Dans les différents postes qu'elle a pu occuper, depuis Paris ou directement sur la zone, Marie a eu pour rôle d'organiser, de stocker, d'acheter ou encore d'acheminer les denrées et matériaux nécessaires aux missions. « On travaille en lien avec le responsable du programme qui définit ce dont il a besoin et l'administratif, qui s'occupe de la finance et des RH. Le logisticien est un service support qui va permettre la mise en place de la mission », explique-t-elle. Le logisticien s'assure que la mission tourne. « Il faut des gens qui ont de l'expérience, qui connaissent les achats et le déploiement dans des endroits où la sécurité des équipes peut être difficile », détaille-t-elle. « Il ne faut pas que la logistique devienne une contrainte, dans des missions où il y en a déjà suffisamment d'autres. »

Rigueur, flexibilité et écoute

Marie liste trois qualités essentielles pour un bon logisticien : la rigueur, la flexibilité et l'écoute. « La rigueur, c'est quand le responsable de la mission arrive et me dit "il me faut 200 sacs de ciment, il y en a dans cette boutique, je les prends ?". Je dois cadrer l'enthousiasme, comparer les prix, la qualité du ciment, etc. La flexibilité est indispensable quand il arrive et me dit "en fait, ce n'était pas 200 mais 250". Il faut trouver une solution. Enfin, l'écoute est nécessaire car nous sommes là pour mettre en perspective, comprendre ce vers quoi vont nos activités. On ne fait pas de la logistique pour la logistique mais pour un projet précis ».

En dehors de son expérience dans l'humanitaire, Marie a effectué plusieurs missions dans des entreprises privées. Si le rôle du logisticien reste similaire, le quotidien est très différent. « Dans le privé marchand, on cherche à atteindre un résultat. L'exigence fait qu'on peut parfois engager plus d'argent pour l'atteindre. Dans l'humanitaire, c'est différent : il y a moins de marge de manœuvre, le budget reste fixe ».

« On sait pourquoi on œuvre »

Chez Solidarités International, elle décrit un métier « engagement », qu'on fait « par choix ». Pas toujours facile d'être disponible rapidement, mobilisé en quelques heures, d'accepter des sacrifices... « Dans le secteur classique, j'avais plus de recul, je coupais plus facilement le week-end », explique-t-elle.

Mais les contreparties sont là. « Ce qui est motivant, c'est que c'est un métier qui a du sens. Même si on est loin, on sait pourquoi on œuvre ». Sans oublier que l'humanitaire transforme le métier : « Solidarités international, c'est une famille. On vit ensemble sur les missions, on partage une maison. Il y a un sentiment d'appartenance fort ».

Et pour l'avenir ? Marie oscille encore. Avec une certitude : « l'avantage de la logistique, c'est que notre métier est relativement facilement transférable dans le privé, je ne me sens pas piégée. Et quand je veux revenir, je sais que je le peux. »

QUELLES FORMATIONS ?

Plusieurs diplômes permettent de devenir logisticien : le BTS Transport et prestations logistiques, le DUT gestion logistique et transport, le DUT qualité, logistique industrielle et organisation, le DUT Carrières sociales avec une option gestion de l'humanitaire, la licence pro management logistique et transport, le master pro gestion de l'humanitaire, etc. Il est également possible de se tourner vers les écoles qui forment spécifiquement à l'humanitaire, comme l'institut Bioforce à Lyon.

Responsable de production

Inviter la performance dans les assos

Claire parle un jargon un peu technique : « business intelligence », « consolidation des performances », « procédure de zonage »... Pourtant son quotidien consiste à simplifier le monde industriel...

Chaque jour, ces prestataires de la société Recommerce Solutions reçoivent des téléphones portables usagés par cartons entiers. Ils les trient en fonction de leur état, les réparent puis les reconditionnent avant qu'ils soient revendus. « *Mon travail consiste à définir les cahiers des charges, à optimiser les processus, à former les techniciens aux outils industriels... Optimiser les choses, c'est gratifiant* », expose la jeune femme, diplômée en génie industriel et spécialisée en gestion de production. Elle a par exemple mis au point une interface de gestion aussi simple et intuitive que possible. « *Dans les grandes sociétés, ce sont souvent des logiciels compliqués, avec beaucoup de champs à remplir, on pense que c'est inné. Mais certains techniciens n'ont pas fait beaucoup d'études, ou alors ils sont en reconversion et n'ont pas l'habitude de l'informatique* », dit-elle.

Faire la chasse aux pertes de temps ou d'efficacité

Entre le siège de la société, en banlieue parisienne, et les huit ateliers de sous-traitance situés en Vendée ou en Normandie, Claire fait la chasse aux pertes de temps et d'efficacité, comme pour la mystérieuse « quarantaine » des smartphones. « *La réparation exige parfois que l'on demande une information au client, raconte-t-elle. En attendant la réponse, les appareils étaient stockés en vrac et il fallait ensuite très longtemps pour retrouver un produit précis.* » L'ingénieure a remplacé le grand bac de stockage par une dizaine de petits, où les portables sont classés par numéros. « *On a divisé par dix le temps de recherche* », conclut cette passionnée d'innovation et de « qualité de prestation ». « *L'enjeu c'est d'apporter une culture qui se rapproche de celles des industries, notamment pour identifier les obstacles à la performance. Ce n'est pas un réflexe dans l'économie sociale alors que c'est nécessaire* », assure-t-elle.

66
L'enjeu c'est d'apporter une culture qui se rapproche de celles des industries
99

Des salariés qui partent vers l'industrie classique

En deux ans et demi dans l'entreprise, les outils de Claire ont permis à de nombreux salariés de progresser. Comme ce technicien qui a commencé par trier les téléphones, a approvoisé une interface informatique pour tester leurs fonctions et a fini par devenir réparateur. « *Certains trouvent ensuite un poste dans l'industrie classique. Ça fait plaisir, on se dit que l'on fait partie d'une aventure valorisante* », dit-elle modestement.

QUELLES FORMATIONS ?

Les supply chain managers ou « responsables de production » sont généralement titulaires d'un bac+4 ou bac+5 obtenu dans une école d'ingénieur ou une école de commerce avec spécialité « gestion de production », ou encore via un master d'ingénierie logistique ou de gestion de la supply chain (chaîne d'approvisionnement).

Il est également possible d'entrer dans le métier avec un bac+2 ou bac+3 : via un BTS « transports et logistique », un DUT « gestion logistique et transport » ou encore un DUT « qualité, logistique industrielle et organisation », complété par une licence pro dans le secteur.



OÙ TROUVER DES OFFRES D'EMPLOI

dans l'économie sociale et solidaire sur le web ?

L'économie sociale et solidaire est un secteur qui recrute. Mais pas référencé en tant que tel sur les grands sites généralistes d'emploi, l'accès aux offres n'est pas toujours évident.

Quelques astuces pour chercher (et trouver) un poste.

On distingue les sites spécialistes de l'ESS, recensant des offres de nombreuses structures, sans entrée par secteur d'activité, et les sites spécialistes des différents secteurs dans lesquels on trouve de nombreuses structures de l'ESS.

DES SITES SPÉCIALISTES DE L'ESS

Le portail www.emploi-ess.fr, animé par l'UDES, l'Union des employeurs de l'ESS, est la porte d'entrée privilégiée qui réunit des offres d'emploi de sources variées et quelques offres de stages. Ce site internet outille également sur les métiers en tension et les différents dispositifs d'accès à l'emploi pour les jeunes.

Orientation durable, www.orientationdurable.com, le cabinet de recrutement de l'ESS et de l'intérêt général, rassemble également beaucoup d'offres dans le secteur.

Job for Change, <http://jobforchange.org>, est une plateforme de recherche d'emploi dans des structures d'utilité sociétale.

Jobs that Make Sense, <https://jobs.makesense.org>, porté par l'association MakeSense, recense des opportunités d'emploi dans des structures d'utilité sociétale.

La page Emploi du REFEDD, <http://refedd.org/offres-emploi>, le Réseau français des étudiants pour le développement durable propose une sélection d'offres d'emploi, de stages et de Services Civiques très complète et mise à jour régulièrement.

Enfin, **Fuyons la Défense**, www.fuyonsladedefense.com, propose, comme son nom l'indique, de réfléchir à sa reconversion, avec des offres de « jobs excitants ».

La liste de diffusion de l'Auberge de la solidarité est également une référence dans le secteur, autour de la solidarité internationale et du développement durable. Parmi les échanges, des offres d'emploi sont régulièrement partagées entre les membres. Et l'ensemble des informations permettent d'avoir un bon panorama du secteur, essentiel avant l'étape entretien !

DES SITES SPÉCIALISTES DE SECTEURS LIÉS À L'ESS

Attention, toutes les offres ne sont pas dans l'ESS, mais beaucoup le sont...

Secteurs social et médico-social

- Actualités sociales hebdomadaires – www.ash.tm.fr
- APAJH – <http://apajh.org>
- Coorace – www.coorace.org/offres-emplois
- Crèche emploi – www.crechemploi.fr

- Emploi social – www.emploisocial.fr
- Emploi action sociale – <http://emploi.action-sociale.org>
- Fédération des entreprises d'insertion – www.lesentreprisesdinsertion.org/france/offres-demploi
- Fnars – <http://fnars.org/nous-connaitre-fnars/offres-d-emploi>
- Fehap – www.fehap.fr/jcms/espace-emploi-hbe_5023
- Groupe Sos – www.groupe-sos.org/rh/nous-rejoindre/offres
- UNA – www.una.fr

Secteur du logement

- Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ) – www.unhaj.org/les-offres-emplois
- Union sociale pour l'habitat (USH) – <http://ush-recrute.talent-soft.com/accueil.aspx?LCID=1036>

Secteur de l'animation

- Anim Jobs – <http://animjobs.com>
- Job Anim – www.jobanim.com
- Planet Anim – www.planetanim.com

Sur la thématique environnementale/écologique

- REFEDD – <http://refedd.org>
- Réseau Tee – www.reseau-tee.net
- Green Job – www.greenjob.fr

Dans la culture

- Job Culture – www.jobculture.fr
- Profil Culture – www.profilculture.com
- Objectif Culture – www.objectif-culture.com

Dans la solidarité internationale

- Coordination Sud – www.coordinationsud.org/espace-emploi/
- Portail de l'humanitaire – www.portail-humanitaire.org

Dans le tourisme

- Tourisme Espaces – www.tourisme-espaces.com/
- Union nationale des associations de tourisme et de plein air – www.unat.asso.fr/bourse-emplois

Dans le sport

- L'emploi du sport – www.lemploudusport.org/
- Profession sport loisirs – www.profession-sport-loisirs.fr/
- Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA) – <http://recrutement.ucpa.com/>

Par type de structure

- Les mutuelles : La Mutualité française – www.mutualite.fr/services/trouver-un-emploi/
- Les coopératives : la CG Scop – www.les-scop.coop/sites/fr/espace-emploi/liste-des-offres.html
- Les missions locales : Union nationale des Missions Locales (UNML) – www.unml.info/bourse-de-emploi/liste-des-annonces1.html
- Les centres sociaux : <http://emploi.centres-sociaux.fr/>

DES SITES LOCAUX OU RÉGIONAUX

Certaines CRESS (Chambre régionale de l'ESS), comme celle de Bretagne ou de Bourgogne-Franche-Comté, proposent des offres d'emplois ou de stages sur leur site Internet.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le site Auvergne-Rhône-Alpes solidaires (et ses déclinaisons départementales) sont également une bonne source.

Globalement, au-delà des sites internet, il est essentiel de faire travailler son réseau et d'ouvrir ses oreilles pour accéder à des opportunités d'emploi. Et de **ne pas hésiter à contacter spontanément les structures qui vous intéressent !**

INDEX PAR FINALITÉ

Retrouvez les différents métiers présentés classés en fonction de l'objectif de travail de la structure.

Accès à la culture

Animateur.....	7
Animateur radio.....	37
Bibliothécaire.....	9
Ecrivain public.....	53
Projectionniste.....	10
Responsable pédagogique et culturelle.....	11

Accès au logement

Accompagnatrice de coopératives d'habitants.....	26
Commis de cuisine.....	34

Accès au sport

Chargée de prévention.....	61
Coordinateur de colonies de vacances.....	27
Educateur sportif.....	62
Maître-Nageur.....	63

Accès aux droits

Juriste.....	17
Sage-Femme.....	48

Accès aux soins

Médecin.....	47
Sage-Femme.....	48
Téléconseillère.....	23

Accompagnement des organisations

Accompagnatrice de coopératives d'habitants.....	26
Expert-comptable.....	16

Aide à la personne

Aide à domicile.....	54
Alzami.....	49
Chargée de prévention.....	61

Aide aux familles

Alzami.....	49
Animateur.....	7

Commerce équitable

Chargée de développement commercial.....	28
Responsable R&D.....	44

Coopération

Accompagnatrice de coopératives d'habitants.....	26
Auditeur.....	15
Chargée de développement commercial.....	28
Chargé d'études biodiversité.....	45
Charpentier en éco-construction.....	19
Chauffeur de taxi.....	65
Commercial.....	22

Vendeuse dans un magasin bio.....	24
Expert-comptable.....	16
Responsable R&D.....	44

Éducation

Auxiliaire de puériculture.....	55
Educatrice spécialisée.....	56
Professeur des écoles.....	13
Professeur dans un lycée pro.....	12

Engagement jeunesse

Animateur radio.....	37
Animatrice en développement durable.....	8
Chargé de mission Service Civique.....	29
Commis de cuisine.....	34

Finance solidaire

Auditeur.....	15
---------------	----

Humanitaire

Logisticienne dans l'humanitaire.....	66
Webmaster.....	38

Insertion professionnelle

Chargée d'insertion.....	57
Cuisinier.....	35
Responsable administrative et financière.....	32
Responsable de production.....	67
Valoriste.....	20

Insertion sociale

Animatrice sociale.....	58
Ergothérapeute.....	50
Médiatrice familiale.....	59
Responsable d'épicerie solidaire.....	30
Webmaster.....	38

Protection de l'environnement

Aide animalière.....	40
Animatrice maraîchage.....	41
Chargé d'études biodiversité.....	45
Commercial.....	22
Vendeuse dans un magasin bio.....	24
Garde de réserve naturelle.....	42
Responsable de production.....	67
Valoriste.....	20

Soins

Directeur d'EHPAD.....	31
Psychologue.....	51

INDEX PAR NIVEAU DE QUALIFICATION

Retrouvez les différents métiers présentés classés en fonction du niveau de diplôme minimum à obtenir pour les exercer.

Niveau VI (aucun diplôme)

Aide animalière	40
Vendeuse dans un magasin bio	24
Valoriste	20

Niveau V (niveau CAP, BEP ou brevet)

Aide à domicile	54
Auxiliaire de puériculture	55
Charpentier en éco-construction	19
Chauffeur de taxi	65
Commis de cuisine	34
Garde de réserve naturelle	42

Niveau IV (niveau bac, brevet de technicien ou brevet professionnel)

Animateur	7
Animateur radio	37
Animatrice en développement durable	8
Chargée d'insertion	57
Coordinateur de colonies de vacances	27
Cuisinier	35
Educateur sportif	62
Educatrice spécialisée	56
Maître-Nageur	63
Téléconseillère	23

Niveau III (formation de niveau bac +2 : licence 2, BTS, DUT...)

Bibliothécaire	9
Chargé de mission Service Civique	29
Chargé d'études biodiversité	45
Commercial	22
Ecrivain public	53
Médiatrice familiale	59
Responsable d'épicerie solidaire	30
Responsable R&D	44

Niveau II (formation de niveau bac +3 ou bac +4 : licence 3, licence professionnelle, master 1...)

Alzami	49
Animatrice maraîchage	41
Animatrice sociale	58
Chargée de prévention	61
Ergothérapeute	50
Professeur dans un lycée pro	12
Projectionniste	10
Psychologue	51
Responsable de production	67
Responsable pédagogique et culturelle	11
Webmaster	38

Niveau I (formation de niveau bac +5 ou plus : master 2, doctorat...)

Accompagnatrice de coopératives d'habitants	26
Auditeur	15
Chargée de développement commercial	28
Directeur d'EHPAD	31
Expert-comptable	16
Juriste	17
Logisticienne dans l'humanitaire	66
Médecin	47
Professeur des écoles	13
Responsable administrative et financière du mécénat	32
Sage-femme	48

REMERCIEMENTS

Say Yess et l'Avise remercient l'ensemble des salariés de l'économie sociale et solidaire cités dans ce livret, ainsi que leurs structures, d'avoir accepté de partager leurs témoignages avec les lecteurs du média.

Leurs expériences et leurs récits alimenteront la réflexion des lecteurs sur leur parcours et leurs projets professionnels.

Directrice de la publication : Cécile Leclair

Coordination de la publication : Lauriane Barthélémy, Oriane Raffin, Léa Volle

Coordination éditoriale des articles : Oriane Raffin, Hélène Seingier, Emmanuelle Genoud, Apolline Guichet

Journalistes : Déborah Antoinat, Ingrid Arnoux, Lauriane Barthélémy, Pauline Bian-Gazeau, Chloé Buffard, Coraline Debreux-Bertrand, Céline Deval, Emmanuelle Genoud, Virginie de Gouveia, Apolline Guichet, Anaëlle Guisset, Jeanne La Prairie, Augustin Legrand, Héloïse Leussier, Sébastien Levrier, Oriane Raffin, Hélène Seingier, Olivier Simon, Caroline Venaille

Contribution : Chloé Fronty, Vanessa Ly

Maquettage et conception graphique : Yann Collin

© Avise septembre 2018 / Avise, 18 avenue Parmentier 75011 Paris / www.avise.org

Dis-moi, pourquoi tu bosses ?

50 portraits de salariés de l'économie sociale et solidaire

Réalisé par l'Avisé dans le cadre du Programme Jeun'ESS,
ce livret compile une sélection de témoignages de salariés de l'ESS,
rédigés par des journalistes professionnels.



Agence d'ingénierie et centre
de ressources, l'**Avisé** agit
depuis 2002 pour le développement
de l'économie sociale et solidaire
en accompagnant l'émergence,
la consolidation et le changement
d'échelle des structures d'utilité
sociale, créatrices d'activités
innovantes et d'emplois de qualité.
www.avisé.org



Pour mieux faire connaître l'ESS
auprès des jeunes et renforcer
leur implication dans ce secteur,
le **Programme Jeun'ESS** a été lancé
en juin 2011 dans le cadre
d'un partenariat réunissant l'Etat,
la Caisse des dépôts et de grandes
entreprises et fondations et
l'économie sociale. Depuis sa création,
il est animé par l'Avisé.

